



Communiqué de presse

Mardi 8 janvier 2013

Finances publiques garanties grâce aux entreprises

Etude Total Tax Contribution

Les grandes sociétés de capitaux fournissent directement à l'Etat une part significative de ses ressources fiscales. Elles collectent aussi pour le fisc un important volume d'impôts. C'est ce que met en évidence l'étude « Total Tax Contribution » (Contribution fiscale totale), menée pour la deuxième fois conjointement par PwC et economiesuisse.

L'enquête actuelle sur la contribution fiscale totale des entreprises (Total Tax Contribution - TTC) confirme le constat établi lors de la première en 2009: les grandes sociétés de capitaux, et en particulier celles cotées en Bourse, sont des contribuables proportionnellement très importants, fournissant un apport irremplaçable au financement de l'Etat. La crise financière a laissé des traces bien visibles sur les participants à l'étude. Pourtant, le montant des impôts et taxes versés par ces entreprises à l'Etat ne s'est pas effondré. La diversité des secteurs qui caractérise le tissu économique suisse a, entre autres avantages, celui de stabiliser les rentrées fiscales de l'Etat.

Contribution plus que proportionnelle

Les 57 grandes entreprises interrogées regroupent moins de 0,1% de l'effectif des sociétés de capitaux en Suisse. Elles assurent pourtant quelque 4% du volume total des rentrées fiscales provenant des sociétés de capitaux et récoltent pour l'Etat 6,3% des montants d'impôts correspondants. Par le jeu de l'imposition des salaires qu'elles versent à leurs collaborateurs, ces entreprises assurent en outre à l'Etat un important volume supplémentaire de recettes. « Pas moins de 10,3% des impôts payés en Suisse par les personnes morales proviennent ainsi des seules 57 sociétés qui ont participé à l'enquête », souligne Markus Neuhaus, président du conseil d'administration de PwC Suisse. Trois quarts environ des contributions fiscales versées directement par ces entreprises sont le fait de sociétés suisses cotées. Au total, 55% des recettes de l'Etat (cotisations sociales comprises), totalisant en tout CHF 197 milliards, proviennent des entreprises. Celles-ci fournissent donc une contribution plus que proportionnelle à l'Etat.

Fortes rentrées d'impôts malgré la crise

La forme d'impôt la plus importante est constituée des impôts non liés aux bénéfices, qui correspondent à près de 60% de la charge contributive des personnes morales. Il s'agit presque exclusivement de coûts fixes, à la différence des prélèvements sur les bénéfices, qui varient en fonction de la conjoncture. La crise financière et économique a eu des effets très sensibles sur le produit des impôts sur le bénéfice des entreprises interrogées. Mais si les entreprises s'acquittent temporairement d'impôts sur le bénéfice moins élevés, en matière d'impôts et de taxes non liés aux bénéfices, le fisc continue d'encaisser auprès d'elles des revenus importants. Enfin, en étudiant les chiffres se rapportant à toutes les entreprises de Suisse, on constate que les impôts sur le bénéfice encaissés par la Confédération sont même aujourd'hui nettement plus productifs qu'avant la crise.

L'ensemble des recettes de la Confédération, des cantons et des communes ainsi que des assurances sociales ont atteint récemment de nouveaux sommets, malgré la crise. « L'octroi d'allègements fiscaux aux entreprises suisses serait donc non seulement défendable eu égard aux recettes record engrangées par l'Etat, mais encore absolument nécessaires compte tenu des difficultés du contexte économique et politique », souligne à ce propos Pascal Gentinetta, président de la direction d'economiesuisse.

A propos de l'étude

Cinquante-sept entreprises suisses regroupant au total 123 sociétés ont pris part à l'enquête, soit un taux de participation de 20%. Les entreprises participantes occupent au total quelque 190 000 personnes. Trente-neuf d'entre elles sont cotées, dont 31 en Suisse.

La méthode TTC permet de mesurer l'effort fiscal total des entreprises.

L'enquête s'est étendue de février à juin 2012. Dans un questionnaire écrit, les participants ont donné des renseignements sur leurs résultats commerciaux des années 2010 et 2011. Les informations recueillies ont été valorisées à l'aide de diverses méthodes statistiques. Cette valorisation ne prétend pas à la représentativité.

Contacts:

Pascal Gentinetta
Président de la direction d'economiesuisse
E-Mail: pascal.gentinetta@economiesuisse.ch

Markus R. Neuhaus
Président du Conseil d'administration
PwC Suisse
E-Mail: markus.neuhaus@ch.pwc.com

Claudia Sauter
Communications Director
PwC Suisse
E-Mail: claudia.sauter@ch.pwc.com

Cette étude de PwC est disponible au format PDF auprès de Claudia Sauter.

Vous trouvez également nos communiqués de presse sous www.twitter.com/PwC_Switzerland.

PwC Suisse aide des entreprises et des particuliers à créer la valeur qu'ils recherchent – grâce à plus de 2700 collaborateurs et associés répartis sur 15 sites en Suisse. Elle fait partie d'un réseau d'entreprises membres situées dans 158 pays et comptant plus de 180 000 collaborateurs qui s'engagent à vous délivrer des services d'audit, de conseil juridique et fiscal et de conseil économique à forte valeur ajoutée. Dites-nous ce qui compte pour vous. Rendez-vous sur notre site www.pwc.ch.

« **PwC** » fait référence au réseau international de PwC et/ou à une ou plusieurs de ses entreprises membres, chacune étant une personne morale différente. La page web www.pwc.com/structure contient tous les détails relatifs à notre structure.

Conférence de presse
Total Tax Contribution
Mardi 8 janvier 2013

L'exposé oral fait foi

Etat des lieux de la politique fiscale et de ses enjeux

Pascal Gentinetta, président de la direction d'economiesuisse

Mesdames, Messieurs,

Le droit fiscal national de la Suisse se caractérise actuellement par un grand nombre de chantiers en cours :

- La réforme fiscale écologique annoncée, qui se fonde sur des suppositions peu réalistes, suscite une grande insécurité et recèle de graves dangers pour la place industrielle suisse.
- La simplification de la taxe sur la valeur ajoutée par l'introduction d'un taux unique s'est arrêtée à mi-chemin, butant sur les résistances politiques.
- La réforme de l'imposition des familles a pour objectif de faciliter la conciliation de la vie de famille et de la vie professionnelle.
- Le projet de réforme de l'impôt anticipé, qui vise à dynamiser le marché suisse des capitaux, a été renvoyé au Conseil fédéral par le Parlement.
- L'imposition des entreprises appelle une réforme urgente permettant de garantir l'attrait de la Suisse en comparaison internationale. La Confédération n'a toutefois encore émis aucune proposition concrète dans ce sens.

Outre ces chantiers d'envergure nationale, notre système fiscal est également sollicité à l'échelle internationale (échange d'informations, impôt libérateur, conventions de double imposition, FATCA, pratiques fiscales dommageables, code de bonnes pratiques de la statistique européenne, par exemple). S'agissant de l'imposition des entreprises, on observe une pression internationale croissante sur la Suisse. L'UE et, de plus en plus souvent, l'OCDE critiquent certaines pratiques fiscales. Dans le contexte de la crise de la dette qui affecte de nombreux pays, la pression politique et économique sur la Suisse et sur nos entreprises va croissant, ce qui ébranle la sécurité dont les investisseurs ont besoin en matière de planification. Pendant ce temps, la concurrence fiscale internationale ne se relâche pas malgré la crise. On ne constate guère de changement de tendance dans l'évolution à la baisse de l'imposition des entreprises intervenue ces dernières années. De plus, récemment, plusieurs pays ont introduit des modèles parfois très attrayants d'imposition préférentielle des revenus mobiles des multinationales.

Cette nouvelle donne influence l'attrait de la place fiscale helvétique. Il s'agit d'y faire face aujourd'hui comme par le passé par la mise en œuvre systématique des réformes qui s'imposent afin de préserver et de renforcer l'attrait de la Suisse. Le fait que les recettes de l'imposition des entreprises augmentent à long terme montre bien qu'il vaut la peine de poursuivre cette politique qui a fait ses preuves. Ces dernières années, les contributions des sociétés ont progressé de manière nettement plus marquée que le produit intérieur brut (PIB). Les entreprises participent donc dans une mesure toujours plus importante au financement des activités de l'Etat. Alors qu'elles alimentaient les recettes fiscales à raison de 17 % en 1985, ce chiffre est passé à 21,5 % en 2011. En 2011, les recettes cumulées de la Confédération, des cantons, des communes et des assurances sociales ont atteint le niveau record de quelque 201 milliards de francs. Ce record doit être en grande partie attribué aux entreprises.

Outre l'impôt sur le bénéfice et l'impôt sur le capital, les entreprises sont la cible d'autres impôts et redevances comme les droits de timbre, la taxe sur la valeur ajoutée et les cotisations aux assurances sociales. Les sociétés prélèvent par ailleurs des redevances fiscales pour le compte de l'Etat. Ainsi, plus de 55 % des recettes de l'Etat proviennent directement ou indirectement des entreprises. En ce qui concerne le calcul de l'apport fiscal consolidé, la présente étude TTC a le mérite de « zoomer » sur une petite soixantaine parmi les quelque 295 000 sociétés de capitaux de Suisse. Les faits confirment que la plupart des grandes entreprises à vocation internationale établies en Suisse sont d'excellents contribuables. Cette étude montre également que pour chaque franc versé directement au titre de l'impôt, ces grandes sociétés prélèvent encore 1,60 franc d'impôts sur des tiers, en règle générale des clients ou des collaborateurs, qu'elles transfèrent à l'Etat. Cette soixantaine d'entités fournissent en conséquence à l'Etat et au système social helvétique une part considérable des recettes fiscales globales.

Une poignée d'entre elles, dont les activités se soldent par un important bénéfice, se taillent d'ailleurs la part du lion en la matière : à peine 3 % des sociétés de capitaux versent environ 90 % des recettes de l'impôt sur le bénéfice. Ce constat met également en lumière le fait que les grandes entreprises assument leurs responsabilités financières et sociales en général, et leur contribution aux collectivités publiques en particulier. Sans cet important apport, la Suisse ne pourrait offrir une palette de prestations publiques aussi remarquable en comparaison internationale.

La plupart de ces grandes entreprises, qui supportent une part considérable de la charge fiscale globale, sont cotées en Bourse, or c'est précisément elles que M. Minder vise dans son initiative. L'acceptation de ce texte aurait pour conséquence une grave détérioration des conditions juridiques dans notre pays pour les entreprises cotées, et ce au moment même où d'autres dangers pèsent sur la situation économique de la Suisse.

Dans ce contexte, il est extrêmement important de défendre les atouts de la place économique suisse et de les préserver à l'avenir, précisément dans le but d'assurer le financement des activités des collectivités publiques helvétiques. Refuser l'initiative Minder et accepter le contre-projet, c'est tenir compte des préoccupations de l'initiative d'une manière permettant d'obtenir des résultats rapides, sans anéantir l'attrait de la Suisse pour les entreprises cotées, attrait intrinsèquement lié aux conditions juridiques qu'elle leur offre. La réforme de l'imposition des entreprises doit avoir pour but de limiter la vulnérabilité internationale de la Suisse et de renforcer durablement son attrait fiscal. Il importe donc clairement d'accorder à cette réforme la plus haute priorité sur les autres chantiers du droit fiscal.

Tous ces défis doivent être relevés si nous voulons conserver durablement le modèle de réussite de la Suisse, car comme le montre la présente étude TTC, seule une place économique attrayante est à même de garantir le financement des activités publiques en Suisse.

Conférence de presse
Etude Total Tax Contribution
Mardi 8 février 2013

Seul le discours prononcé fait foi

Besoin de réforme en matière de fiscalité des entreprises

Urs Furrer, membre de la direction

Madame, Monsieur,

L'étude TTC actualisée et publiée aujourd'hui confirme un des enseignements de la précédente, à savoir qu'en Suisse un petit nombre de grandes entreprises s'acquittent d'une grande part des impôts et des taxes. Une proportion notable de ces revenus fiscaux est financée par les entreprises elles-mêmes.

L'étude montre aussi le rôle important joué par les entreprises dans le prélèvement des impôts et des taxes. La charge qui en résulte pour elles est moins pesante en Suisse que dans d'autres pays. Toutefois, des simplifications sont nécessaires et possibles. Ainsi par exemple, une TVA à taux unique réduirait de manière sensible la charge administrative et les risques liés à sa perception. L'administration fiscale peut aussi apporter sa contribution à l'amélioration du système par une pratique plus prévenante à l'égard des entreprises.

Au sein des quelque soixante entreprises sondées, la crise financière et son impact sur le montant de l'impôt sur le bénéfice se sont clairement fait sentir. Mais si les entreprises s'acquittent temporairement d'impôts sur le bénéfice moins élevés, en matière d'impôts et de taxes non liés aux bénéfices, le fisc continue d'encaisser auprès de ces entreprises des revenus importants. Les éléments mis en évidence en 2009, à l'époque de la publication précédente, ont à nouveau pu être observés. Ainsi, bien que les bénéfices des entreprises sondées à l'époque – sur la période 2007-2008 – eussent diminué de presque 70%, les impôts et taxes, y compris l'impôt sur le revenu induit directement, n'avaient reculé que d'environ 14%. L'actualisation de l'étude présentée aujourd'hui montre qu'une grande part des impôts et taxes payés par les entreprises ou prélevées par elles au profit de l'Etat ne réagissent que faiblement à la situation conjoncturelle. Les entreprises apportent donc, même lorsqu'elles enregistrent des pertes, une contribution fiscale précieuse en période de crise aussi, participant ainsi de manière non négligeable à la stabilisation des budgets publics.

Si l'on prend finalement en compte toutes les entreprises en Suisse, les recettes de la Confédération en matière d'impôt fédéral direct sont même encore un peu supérieures à leur niveau d'avant-crise (2007 : 6,9 milliards de francs ; 2011 : 8,4 milliards de francs). Selon des estimations du Département

fédéral des finances, la Confédération, les cantons et les communes et les assurances sociales ont encaissé en 2011 quelque 201 milliards de francs, ce qui représente le montant le plus élevé jamais atteint jusqu'ici. Voilà qui contredit l'image donnée par une partie des acteurs politiques suite à la réforme de l'imposition des entreprises II de 2008. Dans les faits, l'introduction du principe de l'apport de capital, si souvent critiqué ces derniers temps, est à l'origine de l'installation en Suisse de groupes importants qui y apportent un substrat fiscal en matière de bénéfiques et de nouveaux emplois. Les débats politiques n'ont jusqu'ici pas pris en compte le fait que le fisc enregistre ainsi aussi de nouvelles recettes.

L'étude d'aujourd'hui atteste encore du fait que la diversité des branches dans l'économie suisse a un effet stabilisateur sur les recettes fiscales. Notre pays dispose d'une combinaison réussie de branches concurrentielles. Le recul subi par le secteur financier a ainsi pu être compensé pour une bonne partie par d'autres branches, par exemple la chimie et la pharma, ou l'horlogerie. Voilà qui explique que la Suisse – en comparaison avec d'autres Etats industriels occidentaux – ait relativement bien réussi ces dernières années stabiliser la part de l'industrie dans la production de valeur ajoutée totale. Un rapport équilibré entre secteur des services et industrie est donc aussi un des facteurs à l'origine du succès de l'économie suisse. Le monde politique devrait donc renoncer à se lancer dans des projets de politique industrielle, tels que les pratiquent d'autres Etats sous la forme de subventions, de rabais fiscaux ou d'autres privilèges, au profit de certains secteurs.

En conclusion, on peut affirmer que la politique fiscale suisse a jusqu'ici été un succès. En ira-t-il ainsi demain? Malheureusement non. De grands défis nous attendent. La concurrence entre places économiques dans le domaine de la fiscalité des entreprises se poursuit, malgré la crise. En outre, la pression augmente sur notre pays pour qu'il renonce aux régimes fiscaux qui pratiquent la « sélectivité ». Dans ce cadre, une réforme de l'imposition des entreprises n'apparaît plus comme souhaitable, mais nécessaire, si la Suisse souhaite conserver son attractivité aux yeux de grandes entreprises actives à l'international. Et au vu de l'évolution des recettes fiscales ces dernières années, des allègements pour les entreprises suisses sont certainement défendables aussi.

Une combinaison de diverses mesures au niveau cantonal et fédéral est nécessaire. Outre une baisse de l'imposition des bénéfiques, des solutions devraient être trouvées pour rester attractifs et moins attaquables au plan international dans la taxation des revenus mobiles, en particulier sous la forme de boîtes (licences, intérêts) pour les entreprises internationales. A côté de cela, la compétitivité de la place économique suisse doit encore être renforcée par d'autres mesures, comme la suppression du droit de timbre d'émission sur le capital propre ou des améliorations dans le financement des groupes.

La présence en Suisse d'importantes sociétés internationales honore notre pays. Mais il nous engage aussi à soigner nos conditions-cadre et à en assurer l'attractivité à l'avenir aussi.

3. Facteur clé: la transparence

Le paiement des impôts est de plus en plus étroitement lié à la responsabilité des entreprises en matière de politique financière et sociale. Ces dernières font donc, d'une part, face au défi de présenter l'entier de leur contribution au financement étatique de manière correcte. D'autre part, ils doivent veiller par une bonne communication à ce que cette transparence, par ailleurs positive, soit également perçue par le public. Dans ce cadre, PwC a développé une méthode appelée «Tax Transparency Framework» qui contient également le concept TTC. Cette méthode permet aux entreprises d'obtenir de manière facilitée une image intégrale et complète de leur situation fiscale. Avec cette approche, il est possible pour une entreprise de rendre publique les contributions fiscales totales payées par cette dernière ainsi que d'autres informations fiscales, mais également de présenter ces informations de manière compréhensible, de les comparer et de les évaluer.

4. Evaluation sous l'angle de l'économie politique

La présente étude TTC montre que les contributions liées à la plupart des impôts et taxes sont restées stables ou ont même augmenté malgré la crise. En comparaison avec la dernière publication TTC en 2009, seul l'impôt sur le bénéfice, qui dépend fortement de l'évolution conjoncturelle, a diminué chez les entreprises ayant participé aux deux études. Cette baisse résulte en particulier des contributions fiscales du secteur financier qui ont clairement diminué. Les contributions provenant de l'impôt fédéral direct de toutes les entreprises sises en Suisse s'élèvent à 8.4 milliards de francs en 2011 et sont plus élevées que les années précédentes: les contributions se montaient en 2007 – soit avant la crise financière et économique – à 6.9 milliards de francs.

L'évolution des recettes fiscales et le fait que la Suisse ait comparativement bien géré la crise démontre que la politique fiscale suisse a été relativement attractive ces dernières années. Bien que l'implantation d'entreprises en Suisse dépende de plusieurs facteurs, il n'en demeure pas moins que la politique fiscale joue un rôle particulier en Suisse, pays pauvre en matières premières et disposant d'un petit marché intérieur. Ceci est d'autant plus vrai que la Suisse dispose d'une économie très développée et fortement orientée vers l'étranger. Dès lors les grandes entreprises actives au niveau international, qu'elles soient suisses ou étrangères sont d'une grande importance sur le plan économique et fiscal.

La politique devrait à l'avenir continuer à prendre en compte les besoins et la grande diversité de l'économie suisse. La Suisse dispose actuellement d'une bonne combinaison de divers domaines concurrentiels: lors de la crise, les difficultés subies par le secteur financier ont pu être partiellement compensées par d'autres domaines (comme par exemple le domaine pharmaceutique/chimique ou l'industrie horlogère).

Ces dernières années, suite à la crise financière et à la crise de la dette, la critique des autres pays à l'égard de la politique fiscale suisse est devenue plus forte. Alors que l'UE critique les régimes fiscaux cantonaux en les désignant comme une aide d'Etat illégale, le débat au niveau international tourne en particulier autour de la transparence et l'échange d'informations fiscales. Ces défis ainsi que la lutte des entreprises suisses contre le franc fort et la crise de la dette montrent clairement que des mesures de renforcement de la place financière suisse sont nécessaires. Les politiques devraient par conséquent mettre en œuvre le plus rapidement possible et de manière prioritaire la réforme des entreprises III afin de défendre la place financière suisse et empêcher la fuite de substrat fiscal vers l'étranger.

A votre disposition

Pour toutes vos questions et renseignements complémentaires nous restons volontairement à votre disposition:

PwC
Dr. Markus R. Neuhaus
Président du conseil d'administration
Tel. +41 58 792 40 00
markus.neuhaus@ch.pwc.com

Armin Marti
Associé
Tel. +41 58 792 43 43
armin.marti@ch.pwc.com

Dr. Laurenz Schneider
Directeur
Tel. +41 58 792 59 38
laurenz.schneider@ch.pwc.com

economiesuisse
Dr. Pascal Gentinetta
Président de la direction
Tel. +41 44 421 35 35
pascal.gentinetta@economiesuisse.ch

Urs Furrer
Membre de la direction
Tel. +41 44 421 35 35
urs.furrer@economiesuisse.ch

Dr. Frank Marty
Responsable suppléant
finances et impôts
Tel. +41 44 421 35 84
frank.marty@economiesuisse.ch

Cette étude explique combien d'impôts sont contribués et encaissés pour l'Etat par des entreprises Suisse de taille significative. Et elle démontre leur rôle important pour le financement de l'Etat.



economiesuisse

Total Tax Contribution

Ou le rôle important des entreprises Suisses comme contribuables aussi en tant qu'encaisseur d'impôts pour l'Etat.

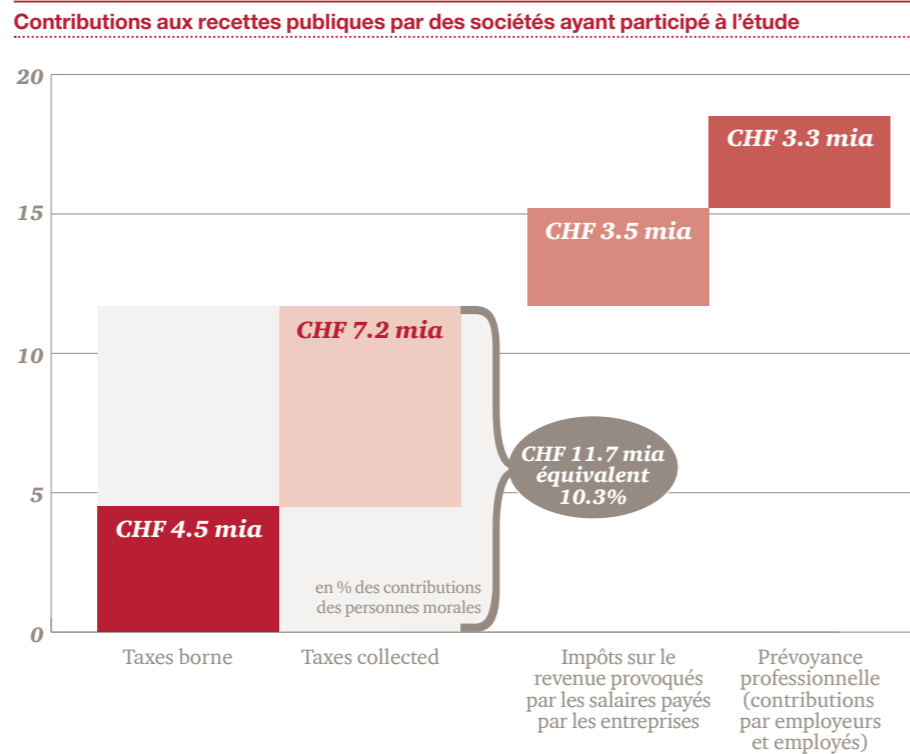


Total Tax Contribution

1. Concept de la TTC

Le concept de la contribution fiscale totale (Total Tax Contribution, ci-après «TTC») est une vision fiscale globale qui fournit une image claire de la charge fiscale globale effective des entreprises. Ce concept, qui est appliqué partout dans le monde, permet de comparer dans les différents pays les paiements d'impôts avec les chiffres clés correspondants – sans prendre en compte la complexité des systèmes fiscaux de chaque pays.

Le concept TTC met l'accent sur les impôts réellement versés et distingue entre les Taxes Borne et les Taxes collected. Les Taxes borne représentent les impôts supportés par l'entreprise elle-même en tant que sujet fiscal et qui ont une influence sur le bénéfice après impôts (p. ex l'impôt sur le bénéfice et le capital, la contribution de l'employeur à la sécurité sociale). Les Taxes collected sont les impôts payés par des tiers mais encaissés par la société pour le compte de l'Etat et reversés par la suite à ce dernier (p. ex l'impôt anticipé, l'impôt à la source, la contribution des employés à la sécurité sociale, etc.). Ce sont des éléments purement transitoires et qui n'influencent d'aucune manière le résultat de l'entreprise. La société assume cependant les charges administratives ainsi que les risques d'erreur. La Total Tax Contribution (TTC) correspond à la somme des Taxes borne et des Taxes collected; la TTC couvre ainsi tous les impôts payés par une société au cours d'un exercice commercial. Le taux d'imposition total (Total Tax Rate, ci-après «TTR») mesure la charge fiscale globale effective d'une société et compare la somme de TOUTES les Taxes borne avec le bénéfice avant déduction de ces dernières.



Tant les Taxes borne que les Taxes collected peuvent être divisées en sous-catégories, appelées les 5 P: Profit – impôts basés sur le bénéfice; Property – impôts prélevés sur la propriété et le transfert de propriété d'actifs; People – impôts prélevés en relation avec les employés; Product – impôts qui sont acquittés sur la production, la vente et l'utilisation de biens et services et leur échange; Planet – les taxes environnementales.

2. Résultats et effet surprise

On reproche souvent aux personnes morales de payer trop peu d'impôts en raison d'optimisations fiscales. La réalité est cependant toute autre. Environ 56% des recettes publiques, y compris les

assurances sociales, proviennent des entreprises et presque la moitié est supportée par les entreprises elles-mêmes. Le reste est encaissé pour le compte de l'Etat.

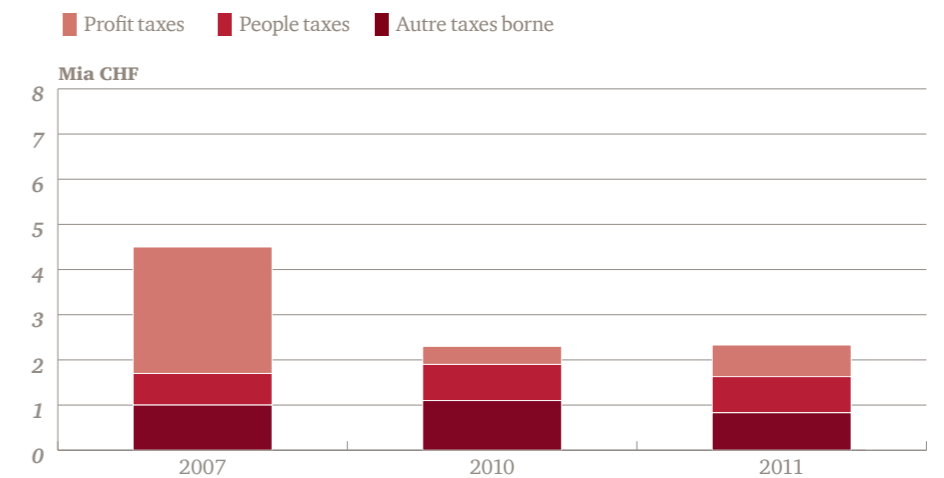
57 entreprises de taille significative ont pris part à l'étude TTC, ce qui représente 121 sociétés sur les 282'000 sociétés de capitaux en Suisse, soit moins de 0.1%. Les entreprises ayant participé à l'étude supportent néanmoins environ 4% des impôts totaux des sociétés de capitaux en Suisse. De plus, elles n'encaissent pas moins de 6.4% des impôts totaux que les sociétés de capitaux prélèvent pour le compte de l'Etat. Au total, 10.3% des impôts versés à la Confédération Suisse proviennent des personnes morales ayant participé à l'étude. En plus, les participants contribuent, avec le paiement des salaires, 3.1 % des recettes fiscales

Suisse. En termes absolus, les contributions fiscales totales (y compris les cotisations de sécurité sociale) des sociétés ayant participé à l'étude se montent à 15.2 milliards de francs. Ainsi, les grandes entreprises versent une contribution disproportionnée. D'autre part, dès 11,7 milliards de francs de Taxes borne et Taxes collected des participants, plus de 9 milliards de francs, soit 77%, proviennent des 32 entreprises cotées ayant pris part à l'étude.

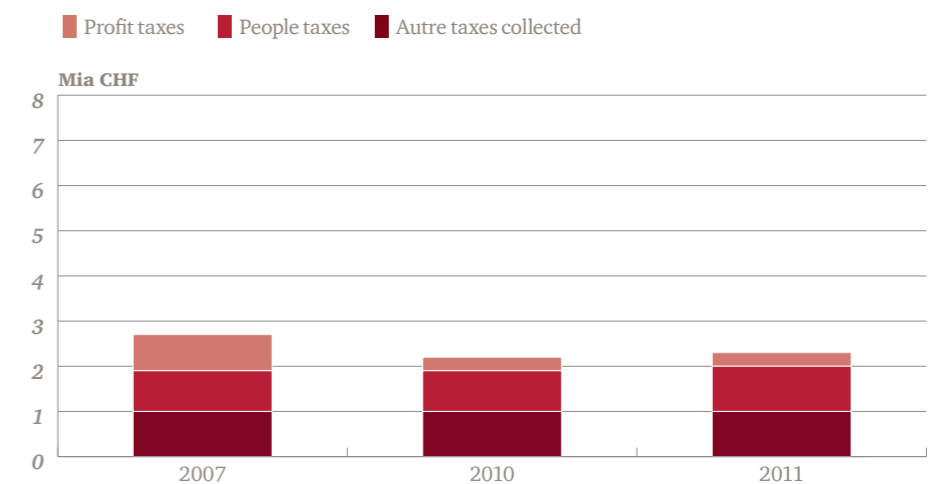
Près de 60% des contributions des personnes morales proviennent d'impôts sans lien avec le bénéfice réalisé par ces dernières. Ces impôts sont considérés par les entreprises comme des «coûts fixes», alors que les impôts sur le bénéfice fluctuent en fonction de la conjoncture. Par conséquent, une entreprise suisse moyenne a vu son TTR augmenté pendant la crise. La base de données 2011 faisait ressortir un TTR d'environ 32 %, ce qui est nettement supérieur au taux d'impôt moyen suisse d'environ 21%.

Les effets de la crise financière et économique se voient au niveau de l'impôt sur le bénéfice des participants à l'étude. Ainsi, les Taxes borne et collected dans la catégorie «Profit» ont enregistré une baisse massive en 2010/2011 par rapport à 2007/2008: les entreprises ayant participé à l'étude ont enregistré moins de bénéfice en raison de la crise, avec pour conséquence directe une diminution des distributions de dividendes soumis à l'impôt anticipé. Les catégories «People», «Product» et «Property» ont été moins ou pas du tout touchées par la crise. Ces domaines qui ne sont pas dépendants des bénéfices jouent donc un rôle stabilisant important en ce qui concerne les recettes fiscales de l'Etat, surtout en temps de turbulences économiques. Les entreprises garantissent également en temps de crise une activité lucrative pour leurs employés, ce qui a un effet stabilisateur sur la consommation et soutient les assurances sociales.

Taxes borne des participants des deux études TTC



Taxes collected nettes des participants des deux études TTC



Il est à noter que les entreprises jouent également un rôle important en tant qu'encaisseur d'impôts pour l'Etat. Pour chaque franc que les participants à l'étude supportent eux-mêmes, ils encaissent 1.6 francs de Taxes collected. Les coûts de compliance sont un autre indicateur de l'aide que les entreprises fournissent à l'Etat en ce qui concerne l'encaissement des impôts. Il s'agit de toutes les charges internes et externes supportées par les entreprises et liées à l'administration des

divers impôts. La compliance coûte aux participants de l'étude TTC environ 45 million de francs par année, ce qui correspond à environ 0.5% de leur contribution fiscale totale ou environ 1% des Taxes borne. Les participants emploient environ 450 personnes afin de remplir correctement les obligations liées à la compliance, ce qui correspond à plus de la moitié des employés de l'Administration fédérale des contributions.

Total Tax Contribution

Präsentation der Studie

8. Januar 2013

Medienkonferenz



economiesuisse

Programm

10.00 Uhr

Begrüssung

Dr. Pascal Gentinetta, economisesuisse

Dr. Markus R. Neuhaus, PwC

TTC-Studie und Ergebnisse

Armin Marti, PwC

Handlungsempfehlungen

Urs Furrer, economisesuisse

Fragen und Diskussion

8. Januar 2013: Präsentation Publikation

Total Tax Contribution

Steuerpolitische Fakten und Entwicklungen

Dr. Pascal Gentinetta

Vorsitzender der Geschäftsleitung

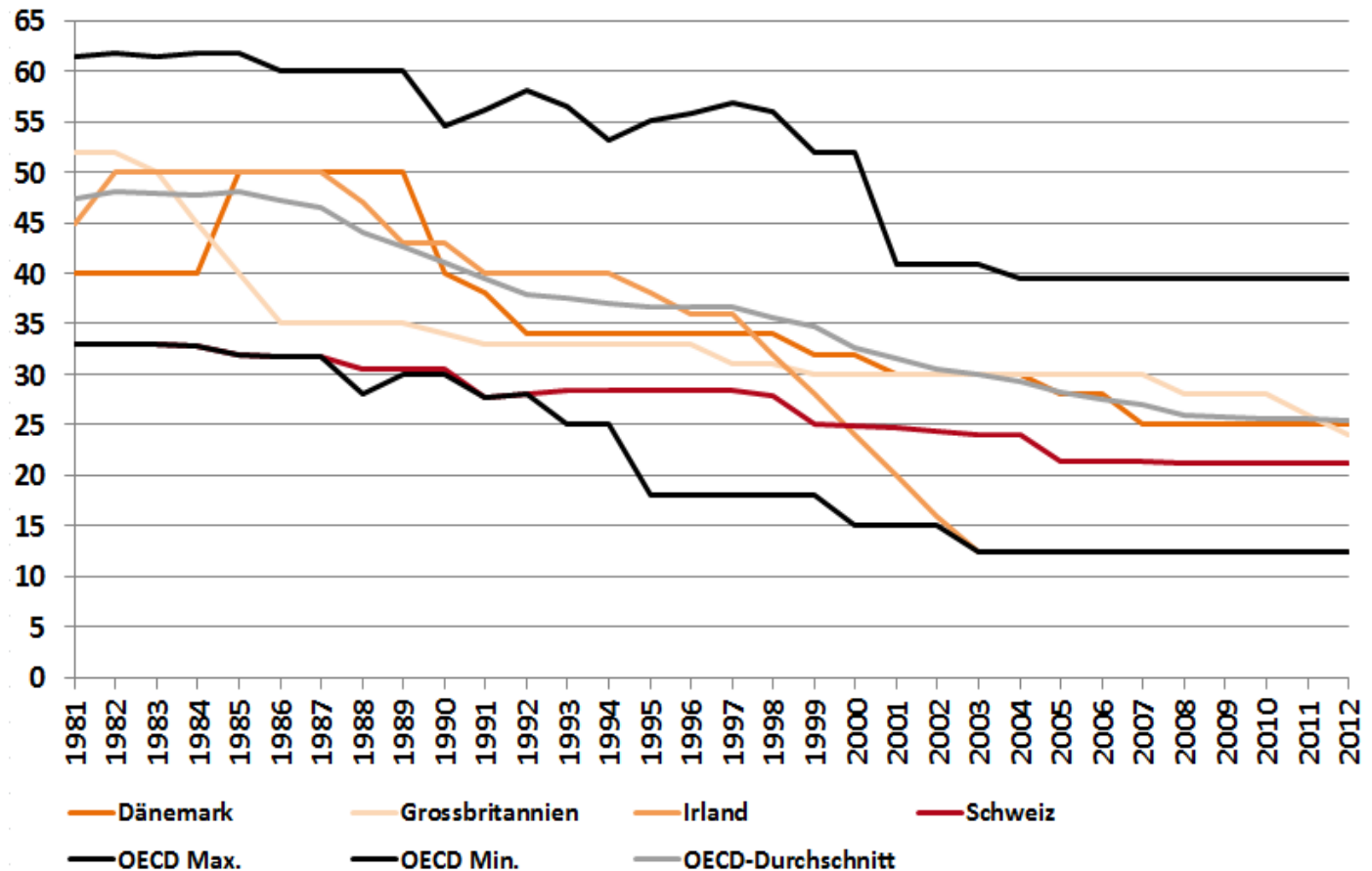
Entwicklungen im nationalen Steuerrecht: Irrungen und Wirrungen

- ▶ **Ökologische Steuerreform**
Unsicherheiten, unrealistische Annahmen, grosse Gefahren
- ▶ **Mehrwertsteuer**
Einheitssatz wäre die beste aller Lösungen
- ▶ **Familienbesteuerung**
Stärkung der Vereinbarkeit von Familie und Beruf als Ziel
- ▶ **Verrechnungssteuerreform**
Stärkung des schweizerischen Kapitalmarkts wäre nötig
- ▶ **Unternehmenssteuerreform**
Erhalt der Steuerattraktivität: Bund und Kantone sind gefordert

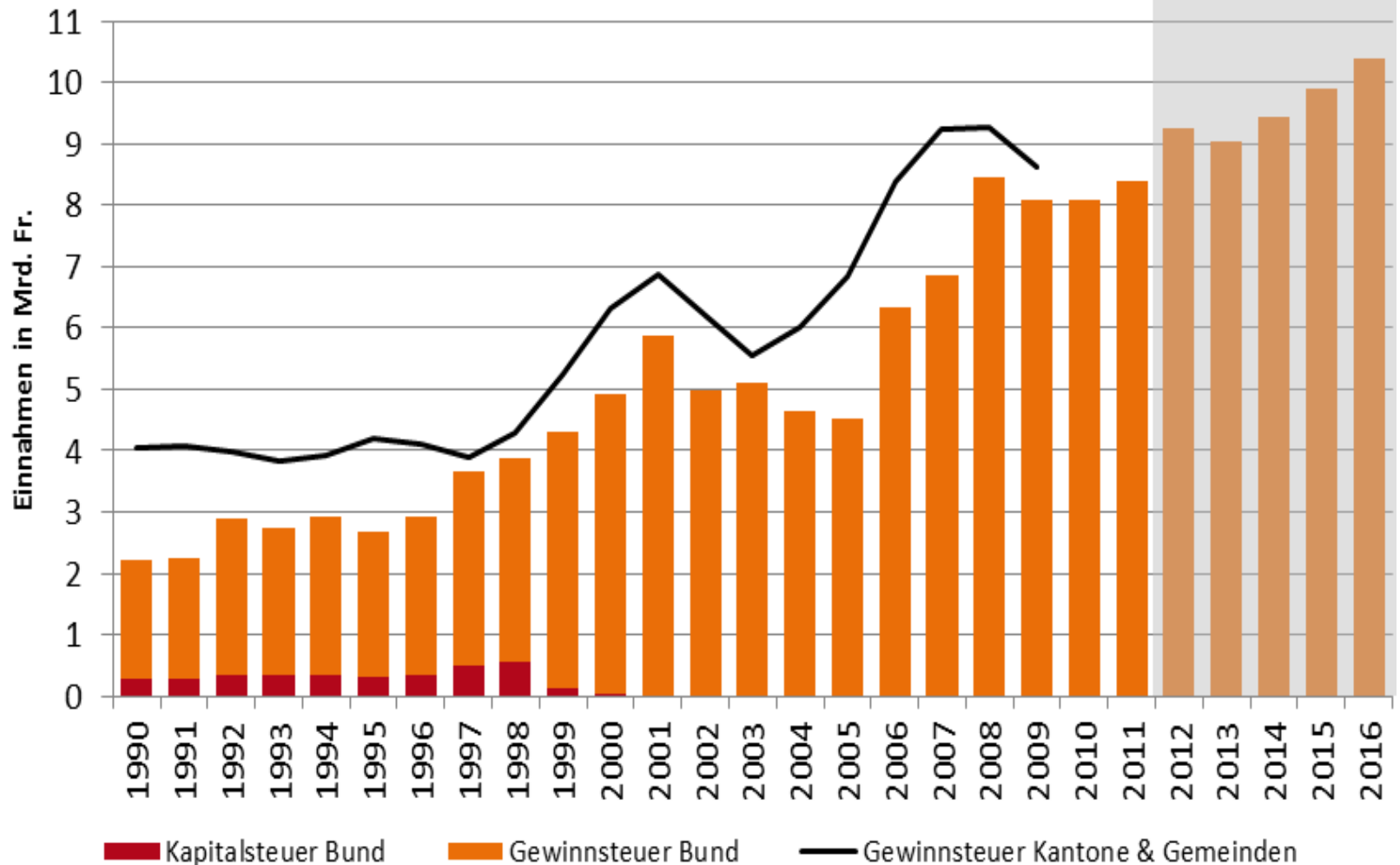
Entwicklungen im internationalen Steuerrecht: Schweiz unter Druck

- ▶ **Schutz der Privatsphäre und Informationsaustausch**
 - Internationaler Wettbewerb von Standards
 - Abgeltungssteuerabkommen
 - Automatischer Informationsaustausch
- ▶ **Internationales Unternehmenssteuerrecht**
 - Kritik an gewissen Steuerpraktiken (OECD / EU)
 - Standortwettbewerb hält trotz Krise an

Globaler Gewinnsteuer-Wettbewerb: Keine Trendwende trotz Krise

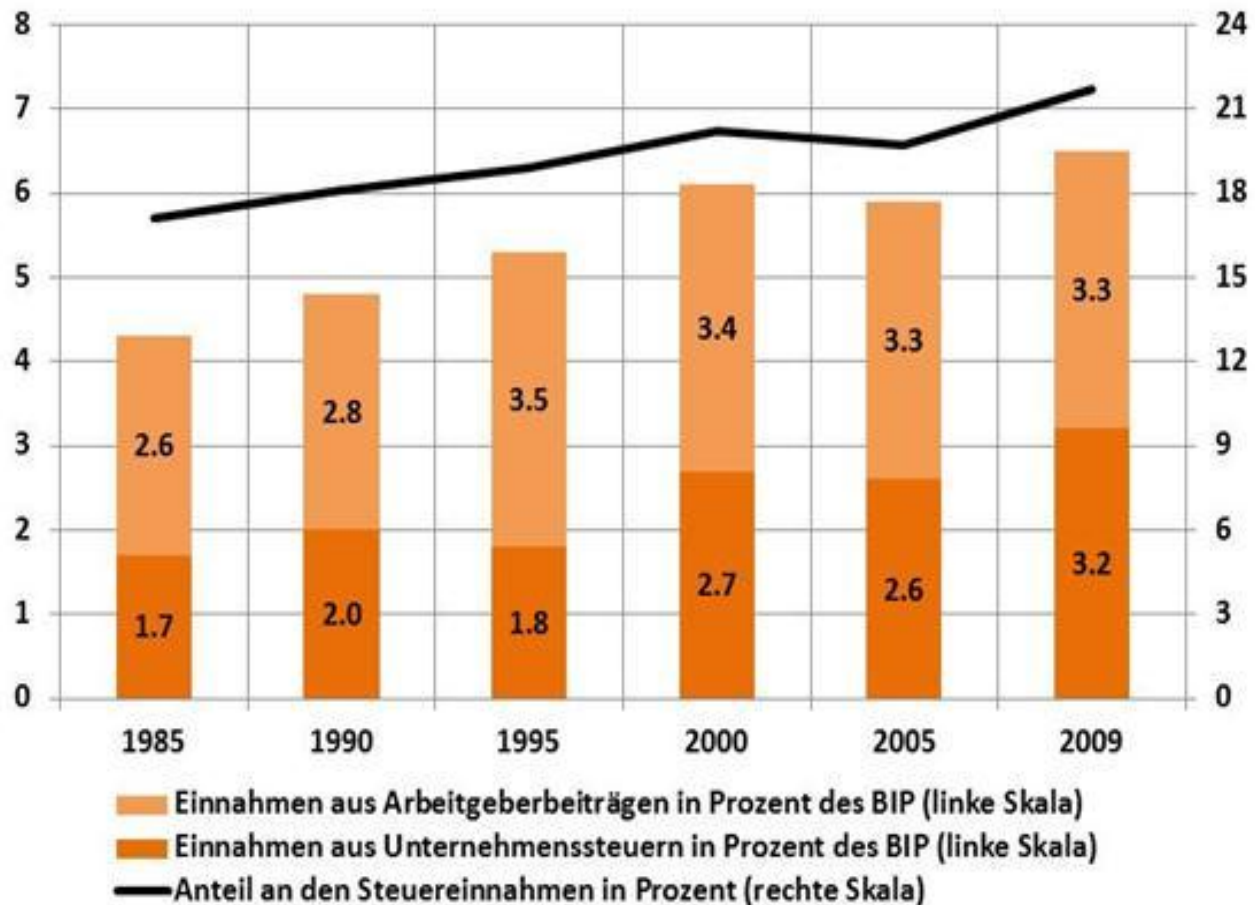


Gewinnsteuern in der Schweiz: Wachsende Steuerbeiträge



Quelle: Eidgenössische Finanzverwaltung (2012)

«Ruinöser Steuerwettbewerb»? Von wegen! Entwicklung Steuereinnahmen / BIP



Steuerbeiträge in der Schweiz: «Wenige zahlen viel»

- ▶ **Die Einnahmen des Staates sprudeln so stark wie nie**
Höchststand bei den Gesamtsteuereinnahmen im Jahr 2011
(CHF 201 Mrd. bei Bund, Kantonen, Gemeinden, Sozialversicherungen)
- ▶ **Die Schweizer Unternehmen ziehen ein und finanzieren**
 - 55 % der Einnahmen des Staates stammen direkt oder indirekt von Unternehmen
 - Rund die Hälfte davon tragen die Unternehmen selber
- ▶ **Wenige Grossunternehmen zahlen den Löwenanteil**
 - ESTV: Nur drei Prozent der Unternehmen bezahlen über 90 Prozent der Gewinnsteuern

Börsenkotierte Unternehmen zahlen den Löwenanteil der gesamten Steuern

Abbildung 9: Beitrag der börsenkotierten Unternehmen.

Anteil Taxes Borne



■ Beitrag börsenkotierte Unternehmen:	3.35 Mrd.
■ Beitrag nicht börsenkotierte Unternehmen:	1.15 Mrd.
Total Studienteilnehmer	4.50 Mrd.

Standortvorteile der Schweiz: Erosionsgefahr!

- ▶ **Börsenkotierte Unternehmen im Visier von T. Minder**
Die Minder-Initiative gefährdet bedeutendes Steuersubstrat
- ▶ **Steuerstreit mit der EU**
Das Verlustpotenzial ist gross, in einigen Kantonen riesig
- ▶ **Wachsende Konkurrenz im Standortwettbewerb**
Gewisse Staaten – auch innerhalb der EU – lassen sehr attraktive Steuermassnahmen zu
- ▶ **Wirtschaftliches und politisches Umfeld**
Schuldenkrise in der EU → Druck auf die Schweiz hält an

Standortvorteile der Schweiz: Verteidigen, erhalten und stärken

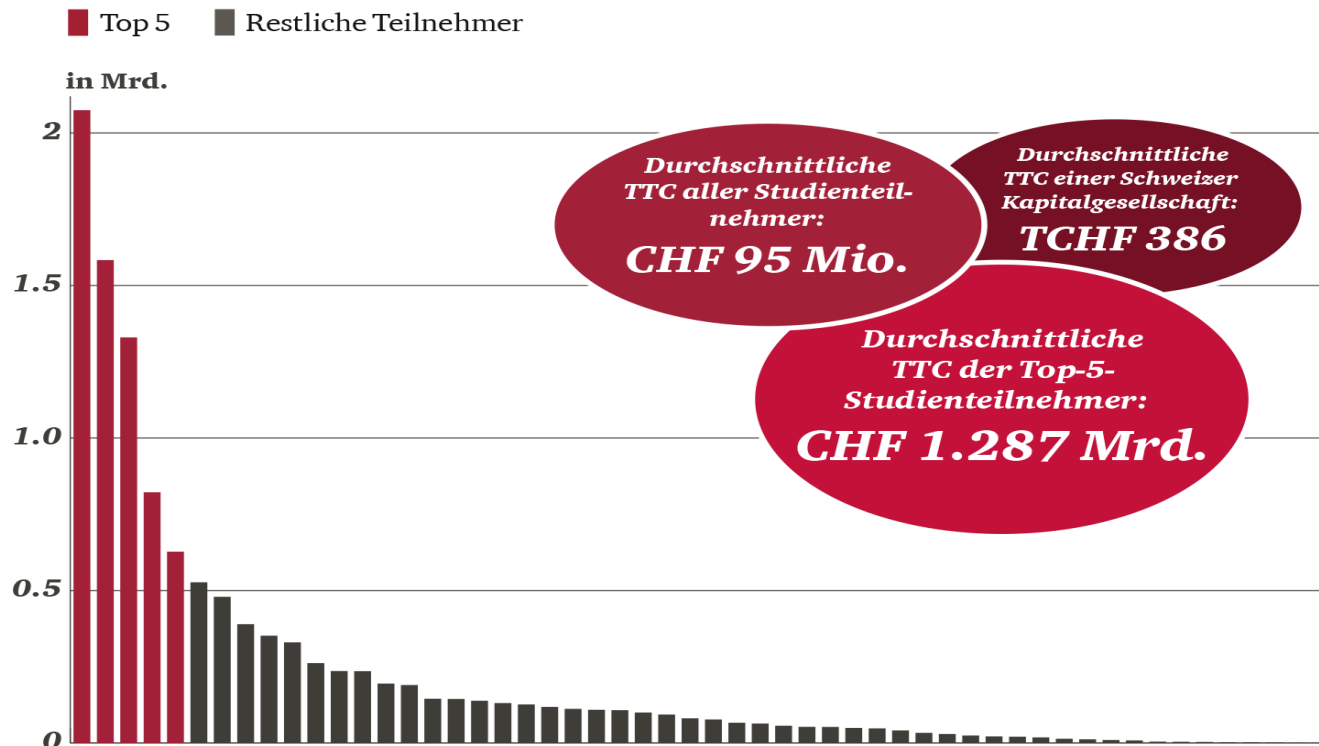
- ▶ **Schwächung des Standorts Schweiz verhindern**
 - Minder-Initiative ablehnen
- ▶ **Steuerstandort Schweiz nachhaltig stärken**
 - Reformen der Unternehmensbesteuerung mit höchster Priorität umsetzen

Begrüßung

Dr. Markus R. Neuhaus, PwC

1. Unternehmen leisten einen grossen Steuerbeitrag

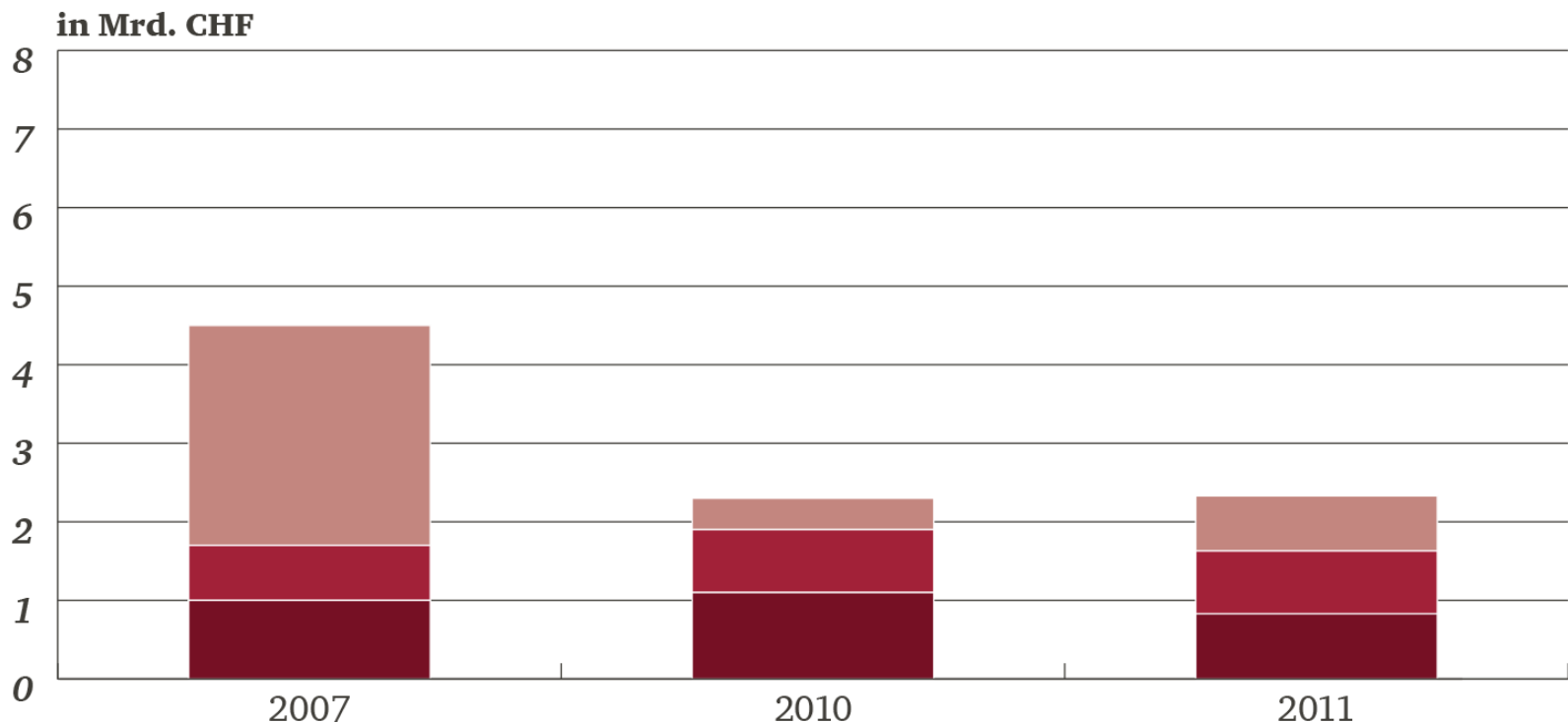
- Mehr als 55 Prozent der Staatseinnahmen (inkl. Sozialversicherungen) von CHF 197 Mrd. (2010) werden von Unternehmen aufgebracht.
- Grosse Unternehmen tragen einen überproportionalen Anteil am Steueraufkommen aller Unternehmen.



2. Auswirkungen der Krise – Vergleich zur ersten TTC Studie

- Einbruch der Profit Taxes borne und collected zwischen 2007 und 2010/2011.
- Grosser Einfluss der Finanzkrise im Bankensektor.

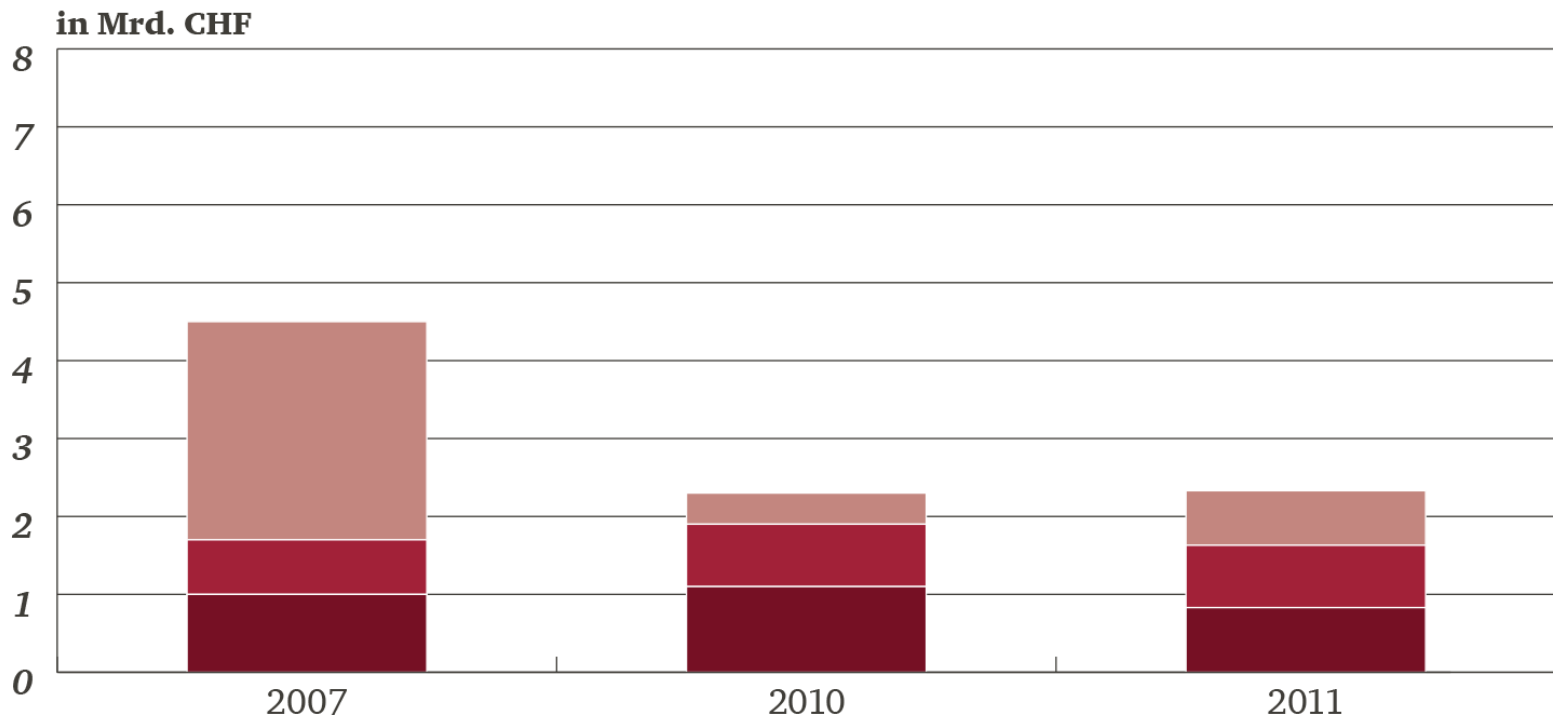
■ Profit Taxes ■ People Taxes ■ Übrige Taxes borne



3. Stabilisierende Wirkung der gewinnunabhängigen Steuern

- Arbeitgeberbeiträge an die Sozialversicherungen und durch Löhne bewirkte Einkommenssteuer wirkten stabilisierend.
- Die bewirkten Einkommenssteuern blieben im Vergleich zur leicht gesunkenen Anzahl der Beschäftigten stabil.

■ Profit Taxes ■ People Taxes ■ Übrige Taxes borne



4. Steuertransparenz – Verzerrte und unvollständige Informationen in der Öffentlichkeit

- Unternehmen zahlen mehr Steuern als in der Öffentlichkeit wahrgenommen und in den Jahresabschlüssen ausgewiesen wird.
- Steuertransparenz tut Not.

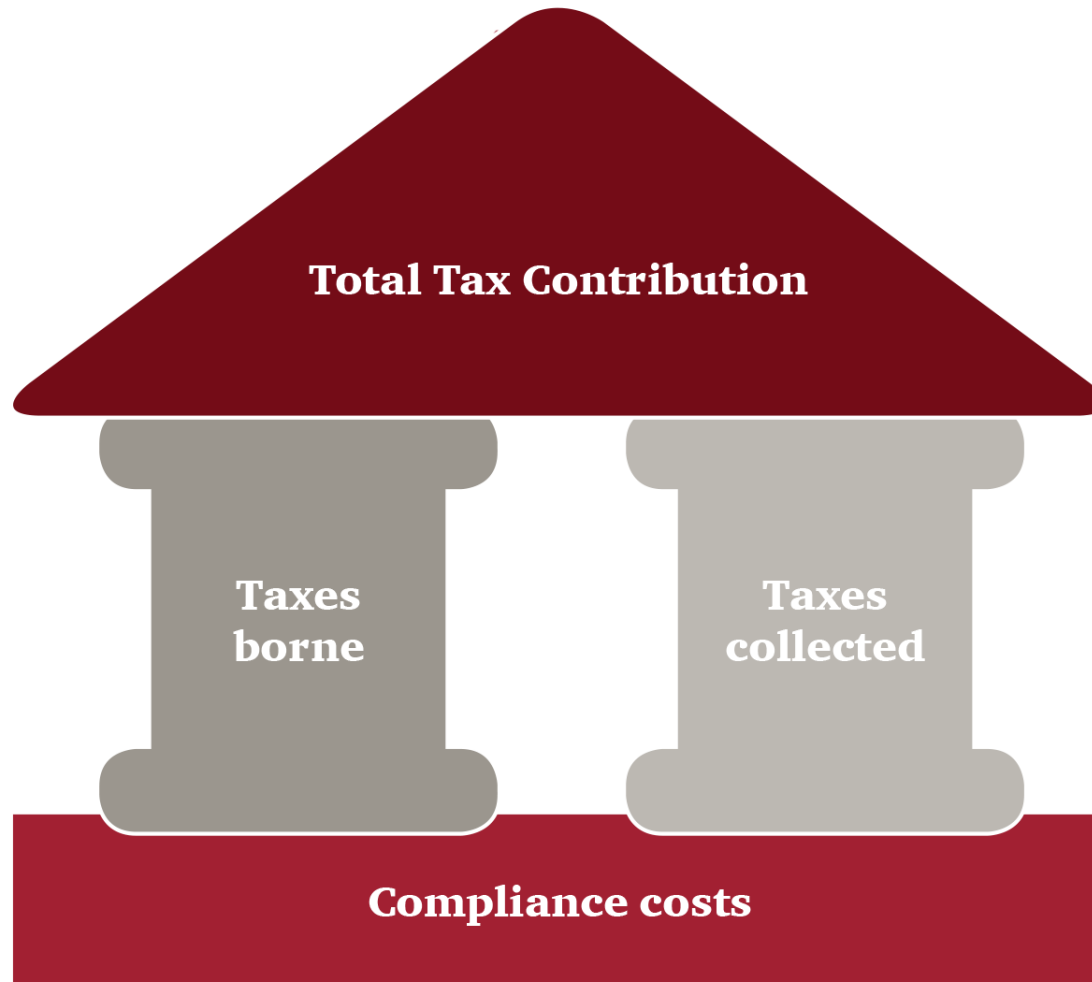
OH YES, THEY'RE THE GREAT AVOIDERS			
Company	Revenues*	Tax Paid	Rate
■ Starbucks	£398m	Zero	Zero
■ Amazon	£3.3bn	£1.8m	0.0545pc
■ Apple	£10bn (est)	£11.4m	0.114pc
■ Facebook	£175m (est)	£238,000	0.136pc
■ Google	£2.6bn	£6m	0.23pc
■ EADS	£3bn	£10.5m	0.35pc
■ IBM	£3.8bn	£21.7m	0.57pc
UK Tax Gap: £32bn		Corporation Tax Gap: £4.1bn	
			*latest figures available

Quelle: <http://www.thisismoney.co.uk/money/news/article-2221572/CITY-FOCUS-Starbucks-sweats-tax-spotlight.html>

TTC-Studie und Ergebnisse

Armin Marti, PwC

Elemente des TTC-Konzepts



Steuerkategorien



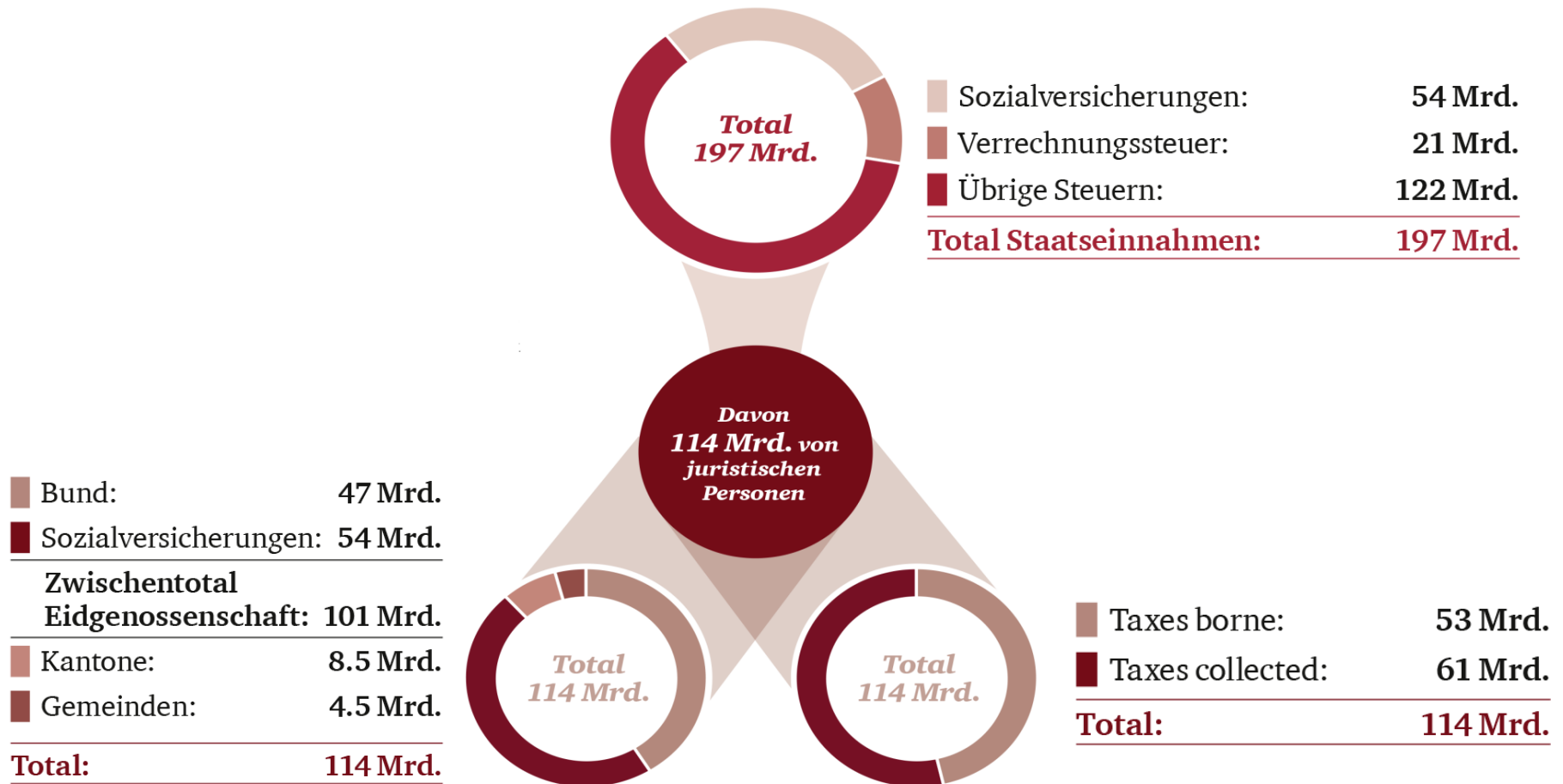
	Taxes borne	Taxes collected
Profit taxes	Gewinnsteuern	Verrechnungssteuer
	Verrechnungssteuer	EU-Zinsbesteuerung
	Grundstückgewinnsteuer	
Property taxes	Kapitalsteuer	Stempelabgaben
	Stempelsteuer	
	Liegenschaftssteuer	
	Motorfahrzeugsteuern	
	Wasserfahrzeugsteuern	
People taxes	Sozialabgaben (Arbeitgeber)	Lohnquellensteuer
		Sozialabgaben (Mitarbeiter)
Product taxes	Nichtrückforderbare MWST	MWST (netto)
	Stempelabgabe auf	Stempelabgabe auf
	Versicherungsprämien	Versicherungsprämien
	Einfuhrzölle	Einfuhrzölle
	Steuern i. Z. m. Glücksspielen	Alkohol- und Tabaksteuern
	Monopolgebühren	Übrige Steuern
	Kantonale Stempelsteuern	
	Registerabgabe	
	Übrige Steuern	
Planet taxes	Mineralölsteuer	Mineralölsteuer
	LSVA	Motorfahrzeugsteuer
	CO ₂ -Abgabe	

Studienteilnehmer und Studiendesign

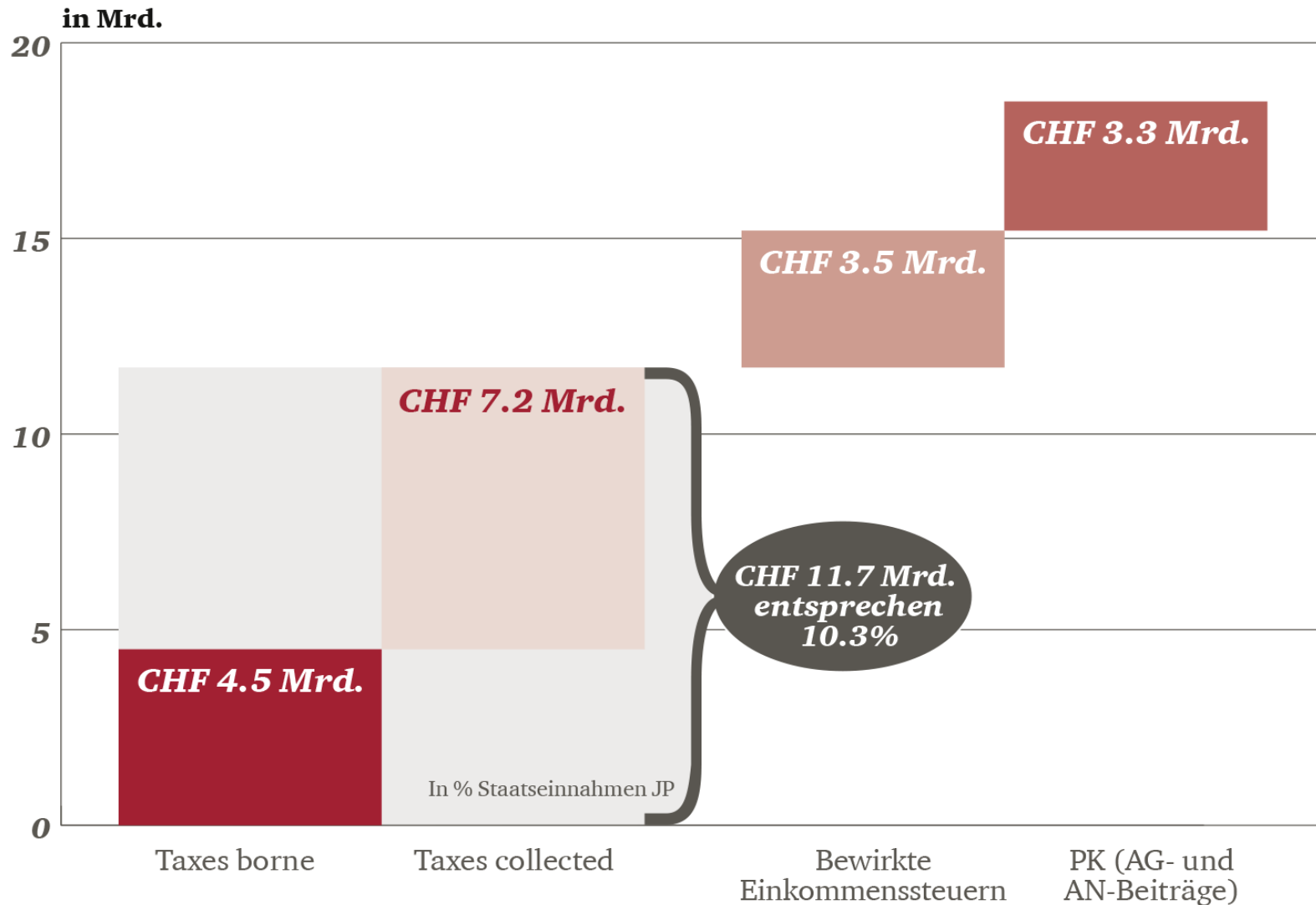
- **57 der 300 grössten Schweizer Unternehmen** mit insgesamt **123 Gesellschaften** und **190'000 Mitarbeitenden**
- **39 börsenkotierte Unternehmen**, davon 31 an der Schweizer Börse
- Erhebung sämtlicher **Steuerzahlungen** für die **Geschäftsjahre 2010 und 2011**

«Kapitalgesellschaften sind grosse Steuerzahler – und damit unverzichtbare Stützen des Staates.»

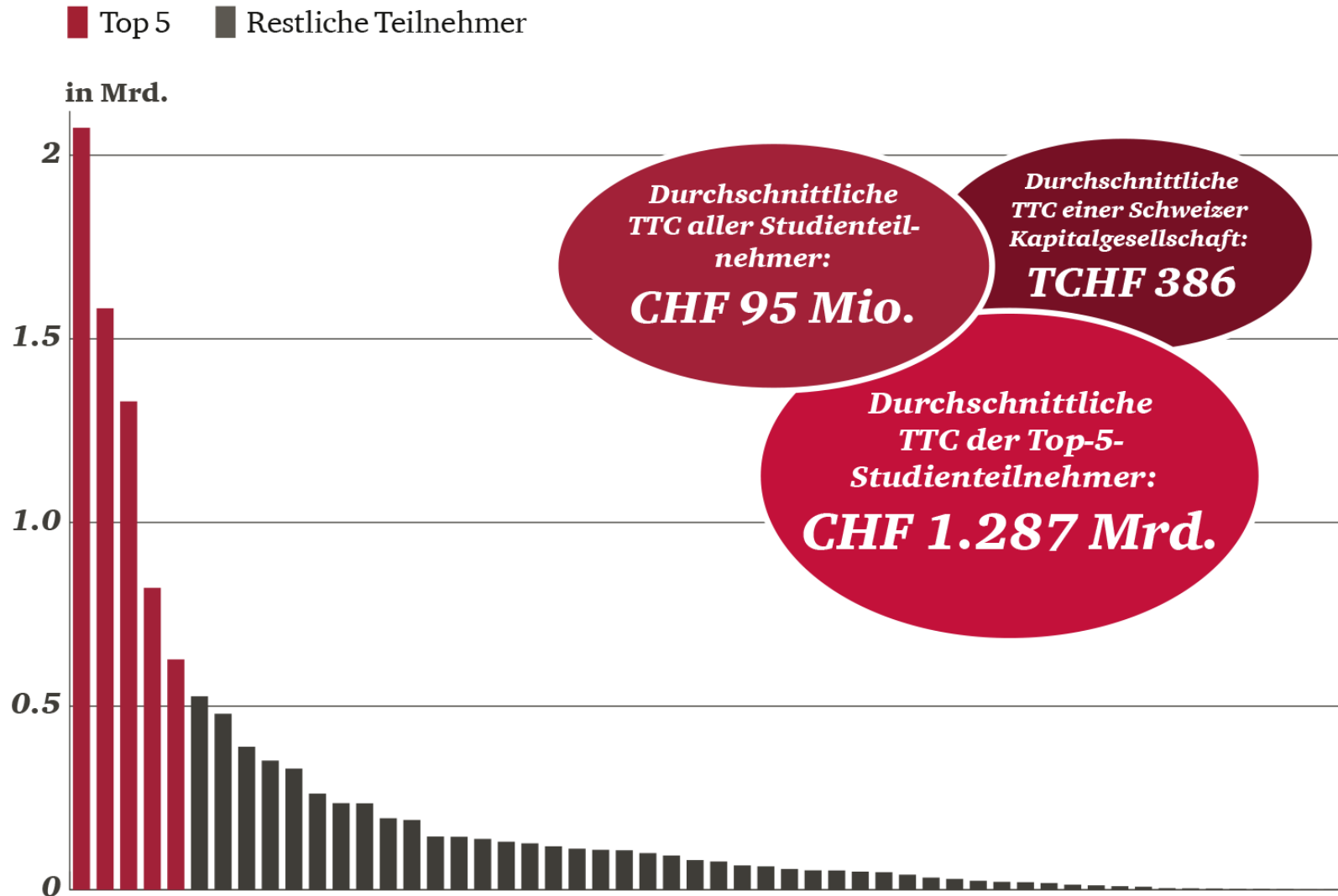
Zusammensetzung der Staatseinnahmen 2010



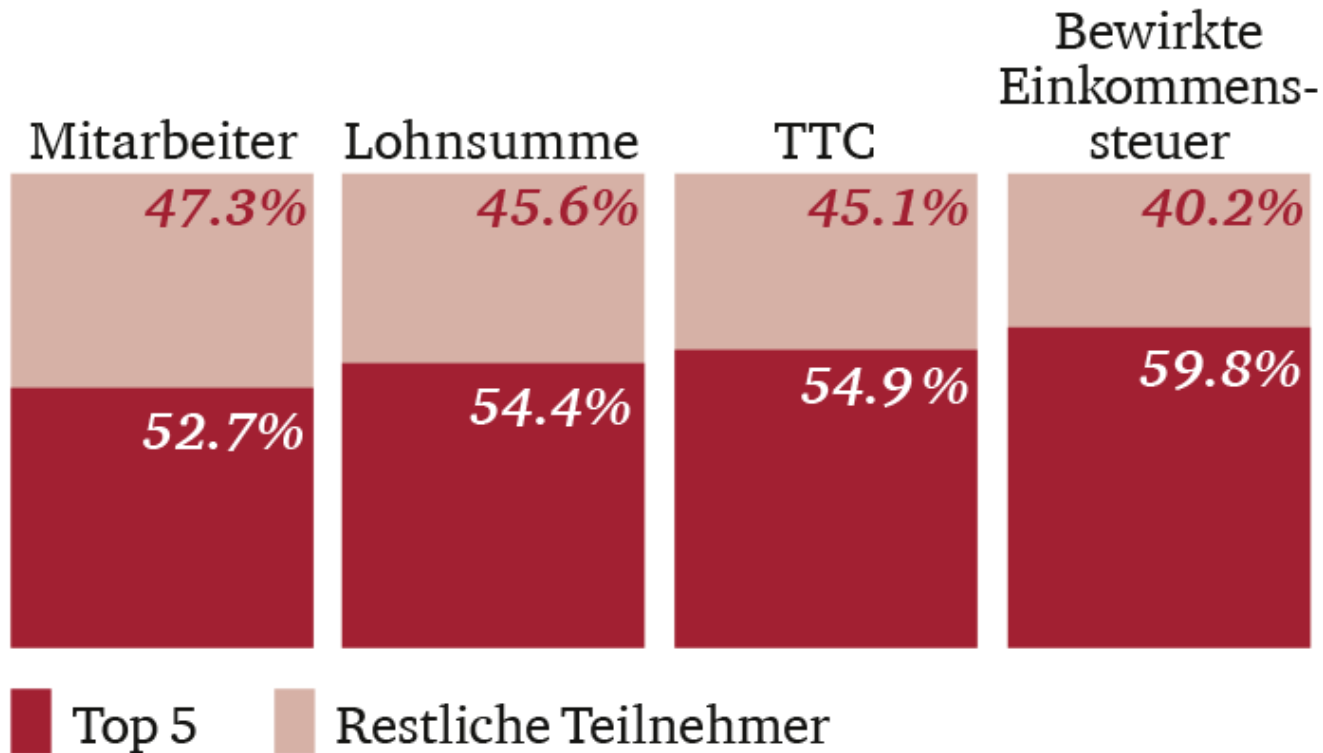
Beitrag der Studienteilnehmer an die Steuereinnahmen



TTC pro Teilnehmer – Wenige tragen ausnehmend viel

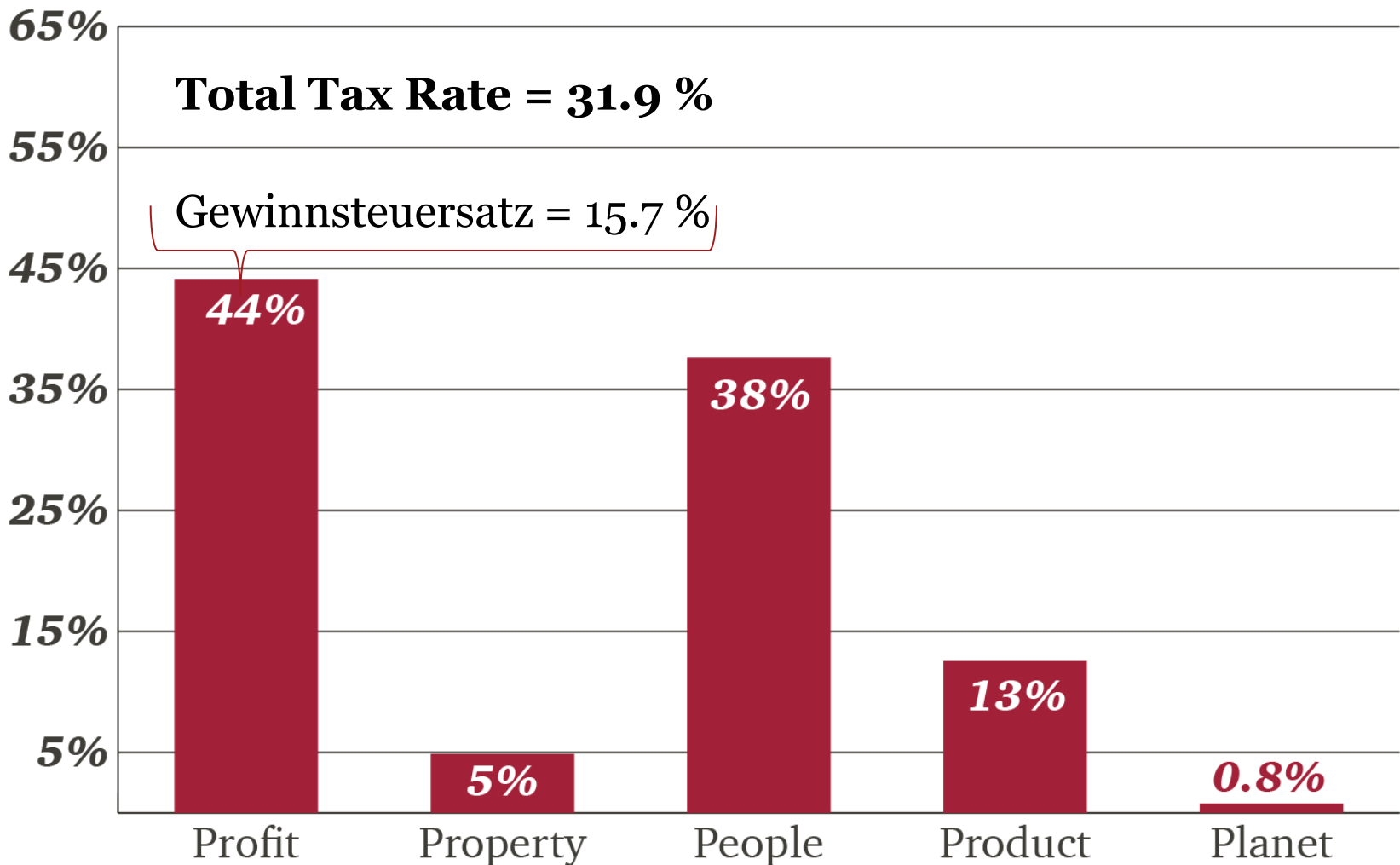


Bedeutung der Studienteilnehmer als Arbeitgeber

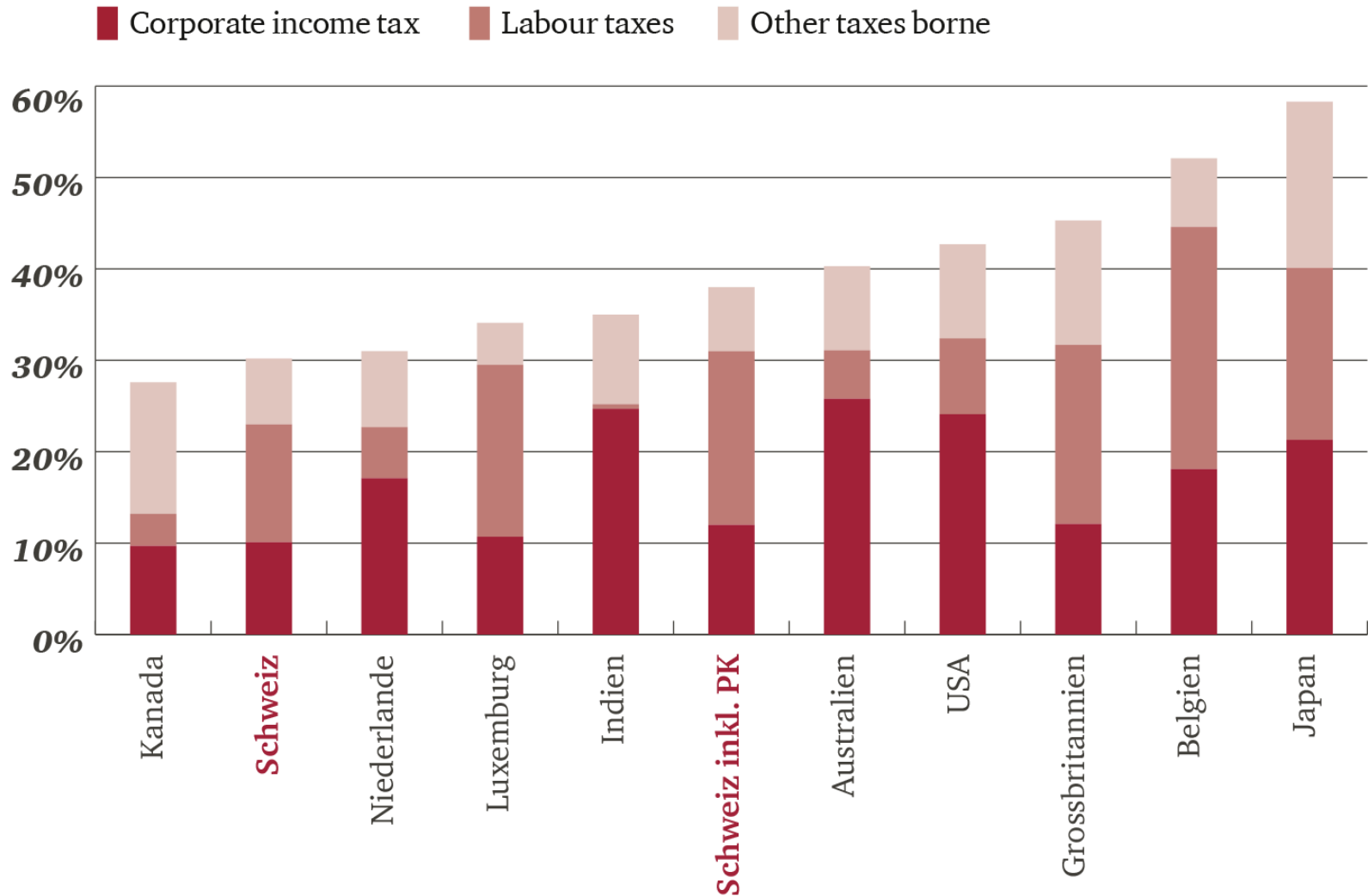


**«Gerade in der Krise wirken gewinn-
unabhängige Steuerarten auf die
Staatsfinanzen stabilisierend.»**

Taxes borne 2011 der 57 Studienteilnehmer



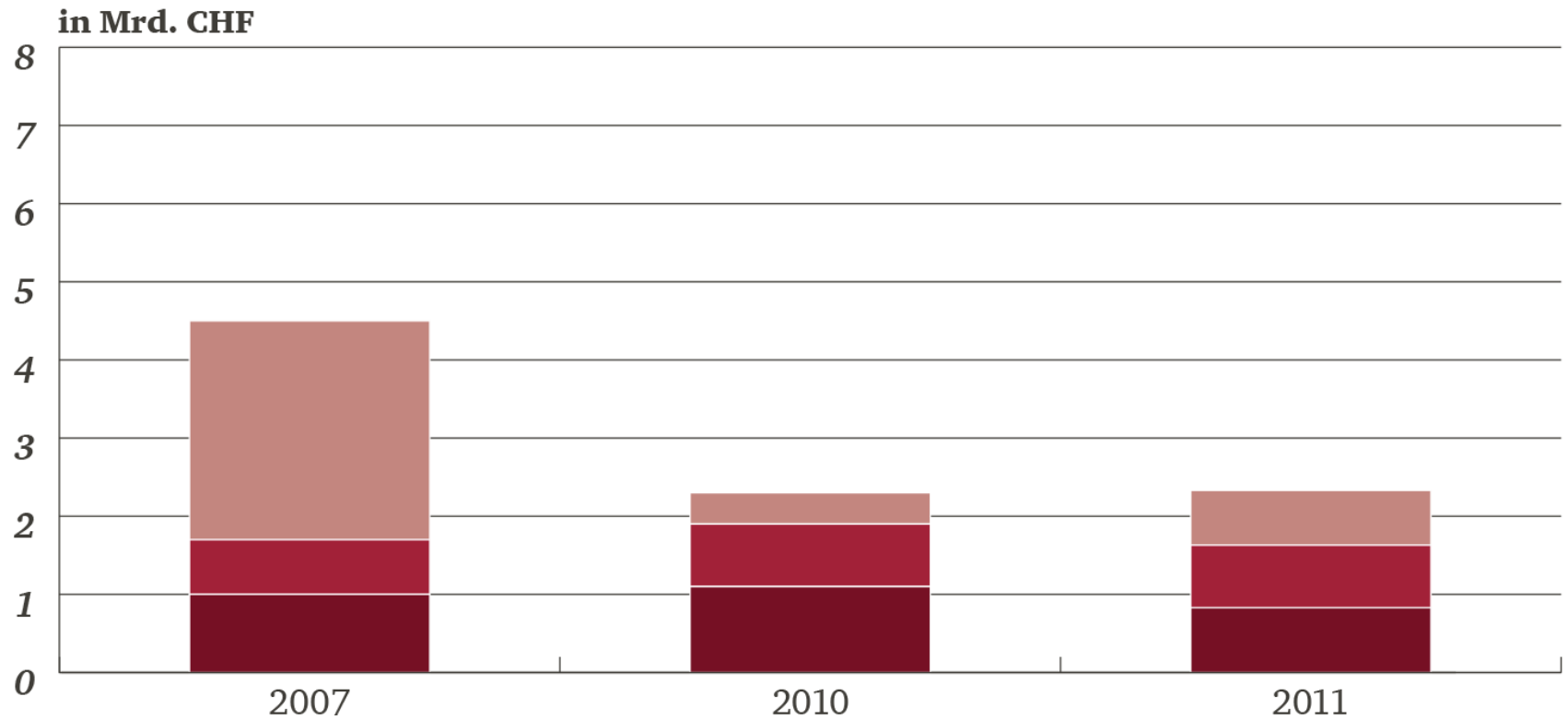
TTR im internationalen Vergleich



**«Die Vielfalt der Branchen stabilisiert die
Steuereinnahmen.»**

Taxes borne der 31 Teilnehmer beider Studien

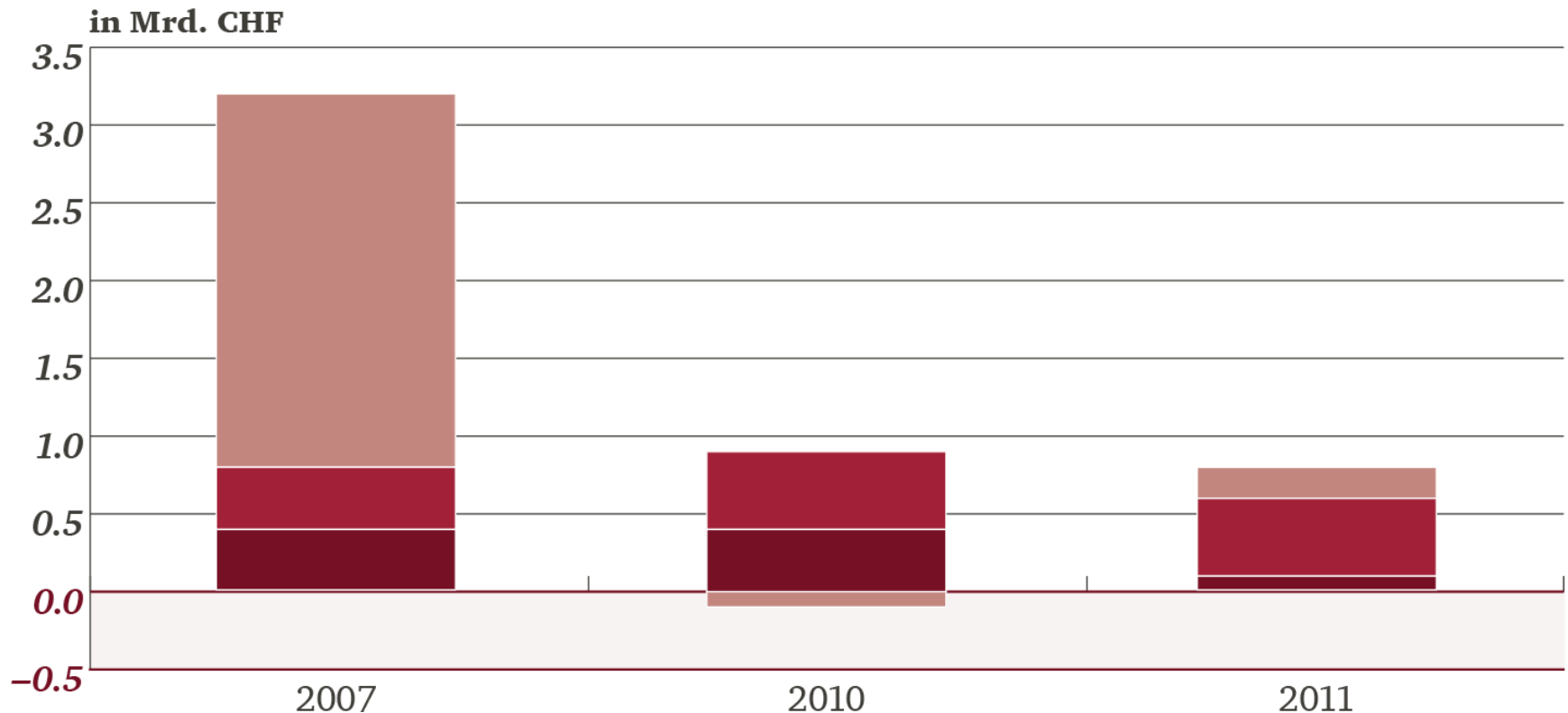
Profit Taxes People Taxes Übrige Taxes borne



Taxes borne der Banken

Anmerkung: Zahlen ohne bewirkte Einkommenssteuer und Pensionskassenbeiträge

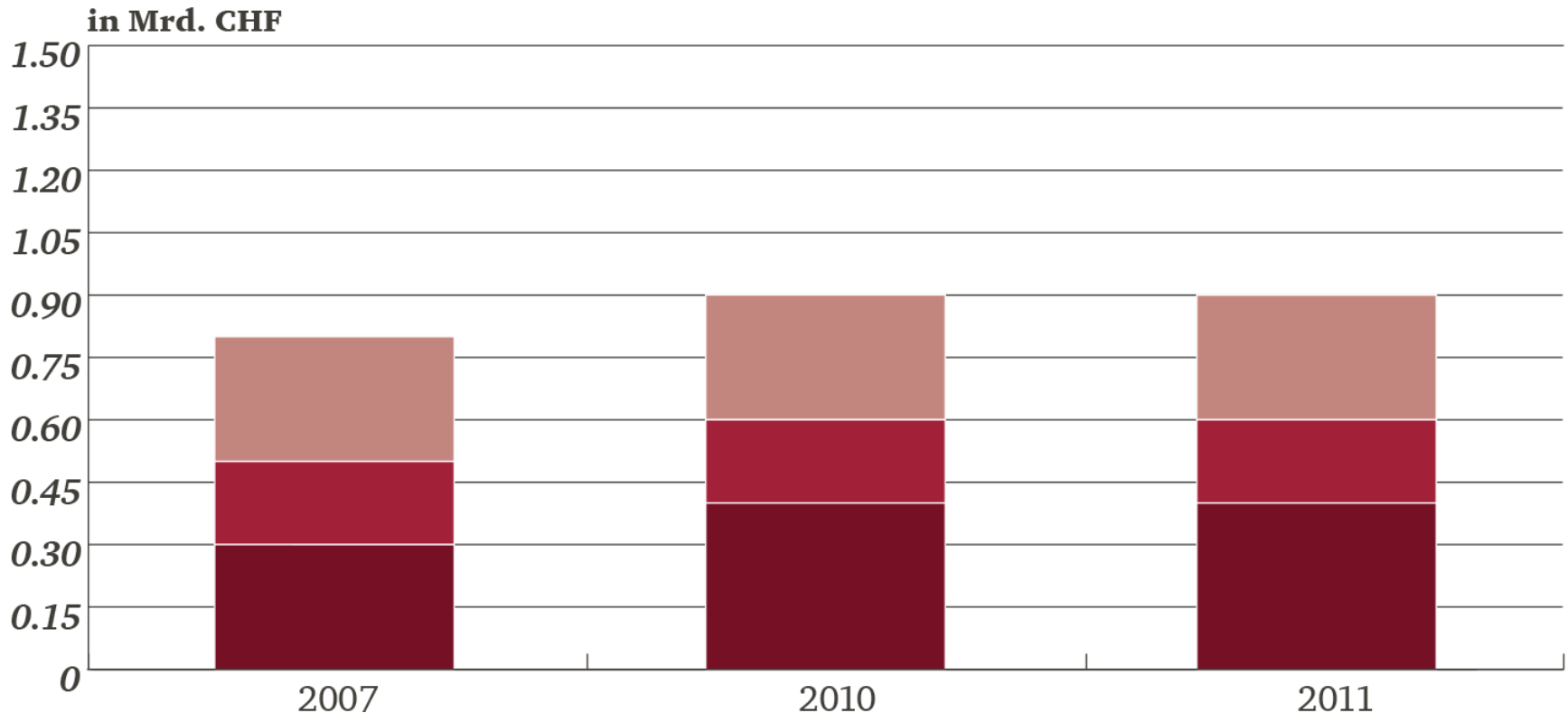
■ Profit Taxes ■ People Taxes ■ Übrige Taxes borne



Taxes borne der Versicherungen

Anmerkung: Zahlen ohne bewirkte Einkommenssteuer und Pensionskassenbeiträge

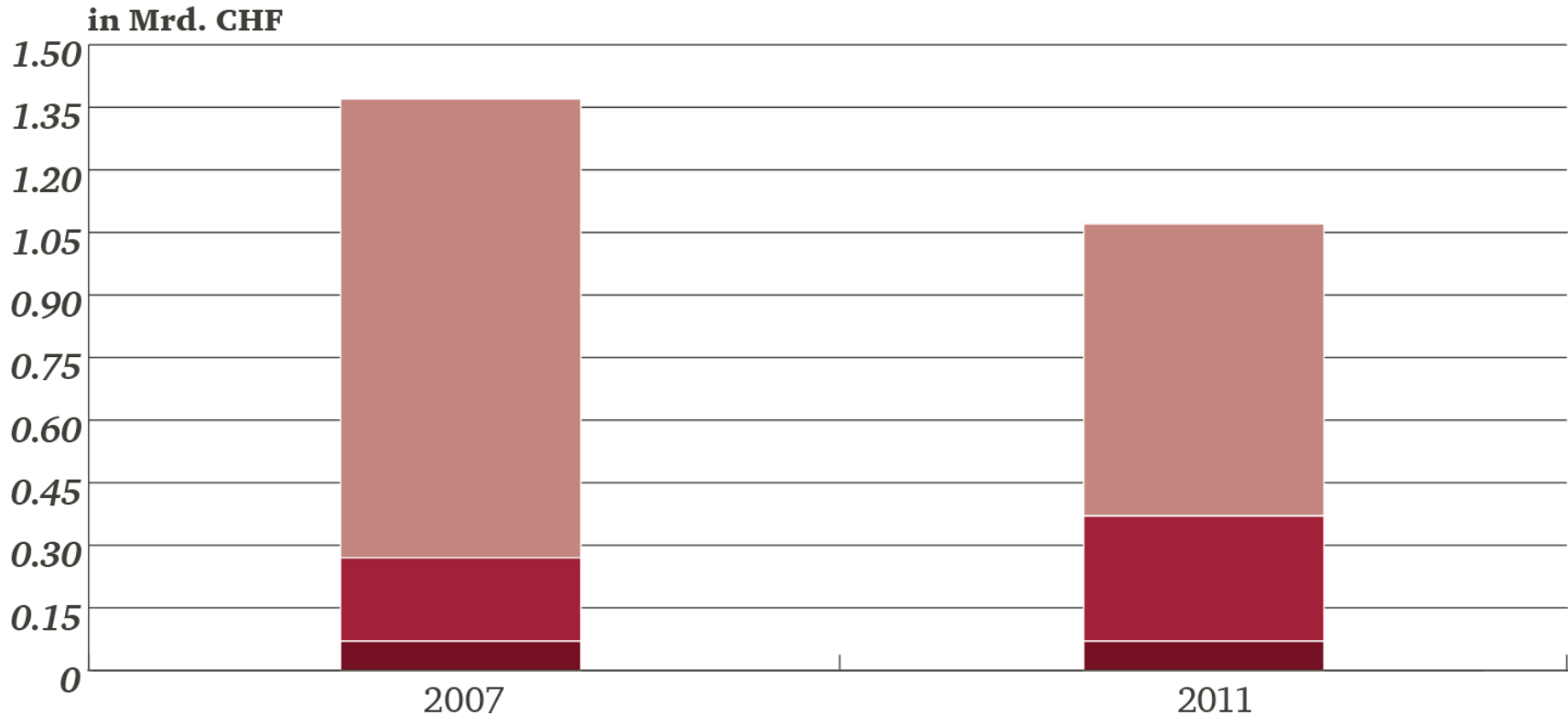
■ Profit Taxes ■ People Taxes ■ Übrige Taxes borne



Taxes borne in der Pharmaindustrie

Anmerkung: Zahlen ohne bewirkte Einkommenssteuer und Pensionskassenbeiträge

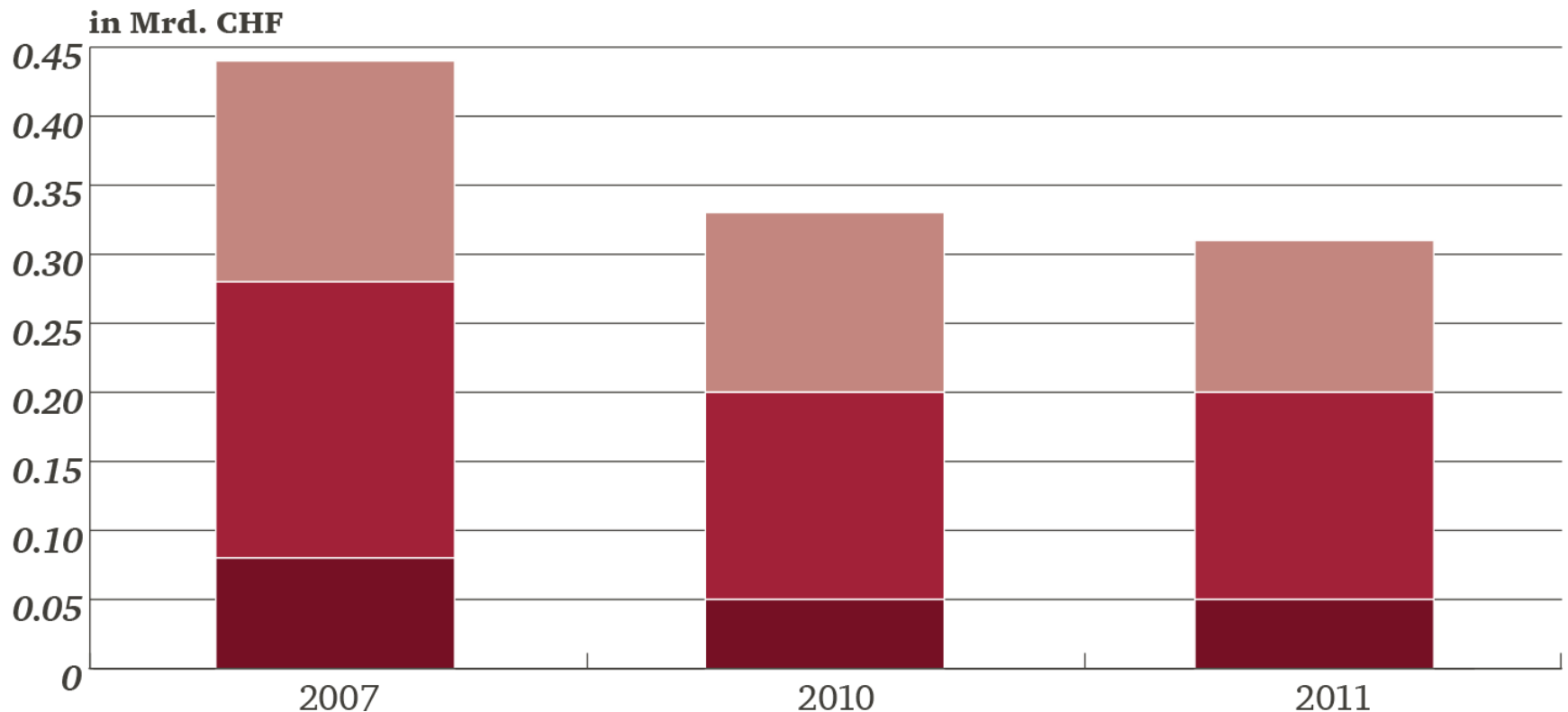
■ Profit Taxes ■ People Taxes ■ Übrige Taxes borne



Taxes borne der übrigen Industrien

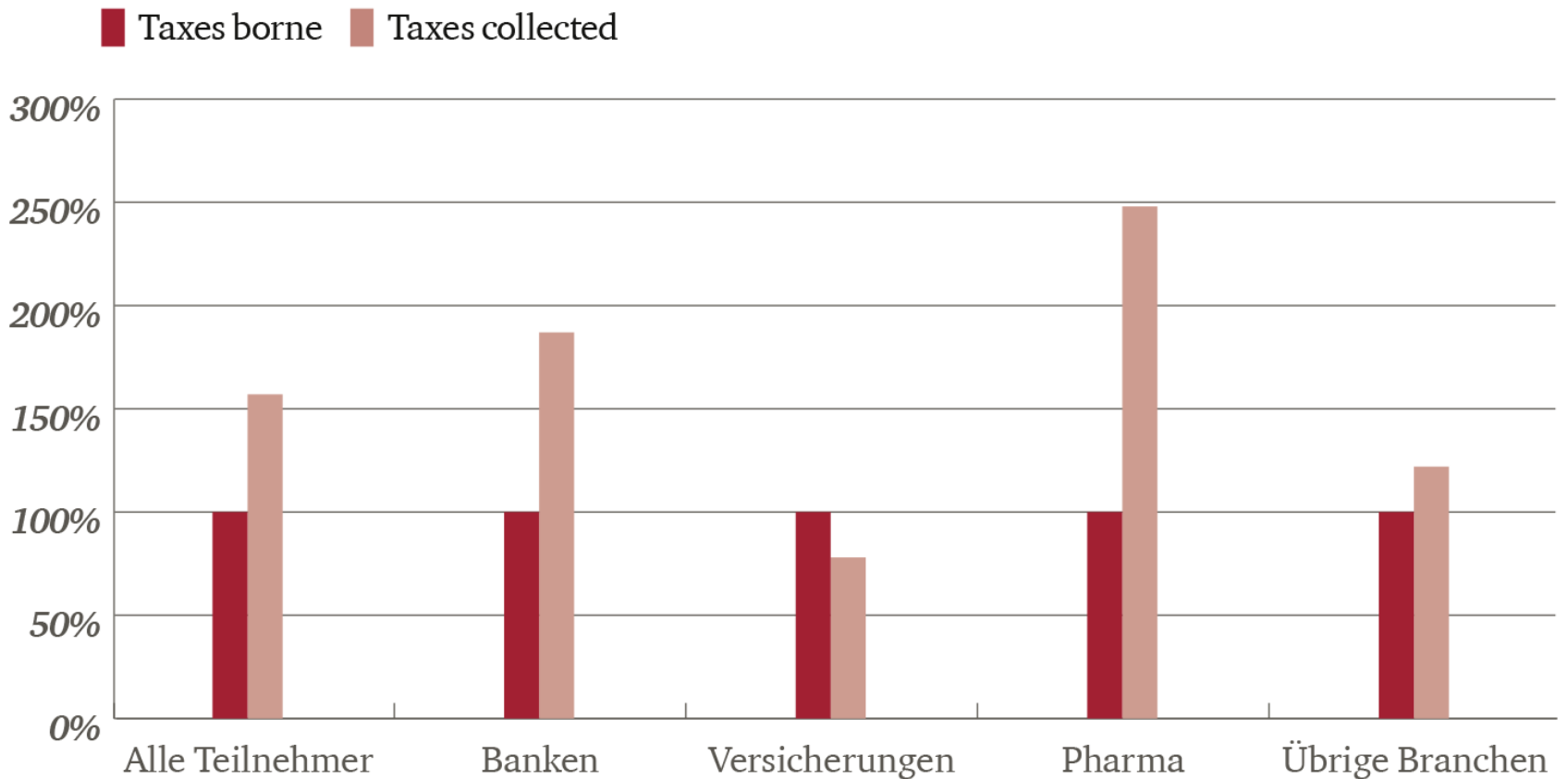
Anmerkung: Zahlen ohne bewirkte Einkommenssteuer und Pensionskassenbeiträge

■ Profit Taxes ■ People Taxes ■ Übrige Taxes borne

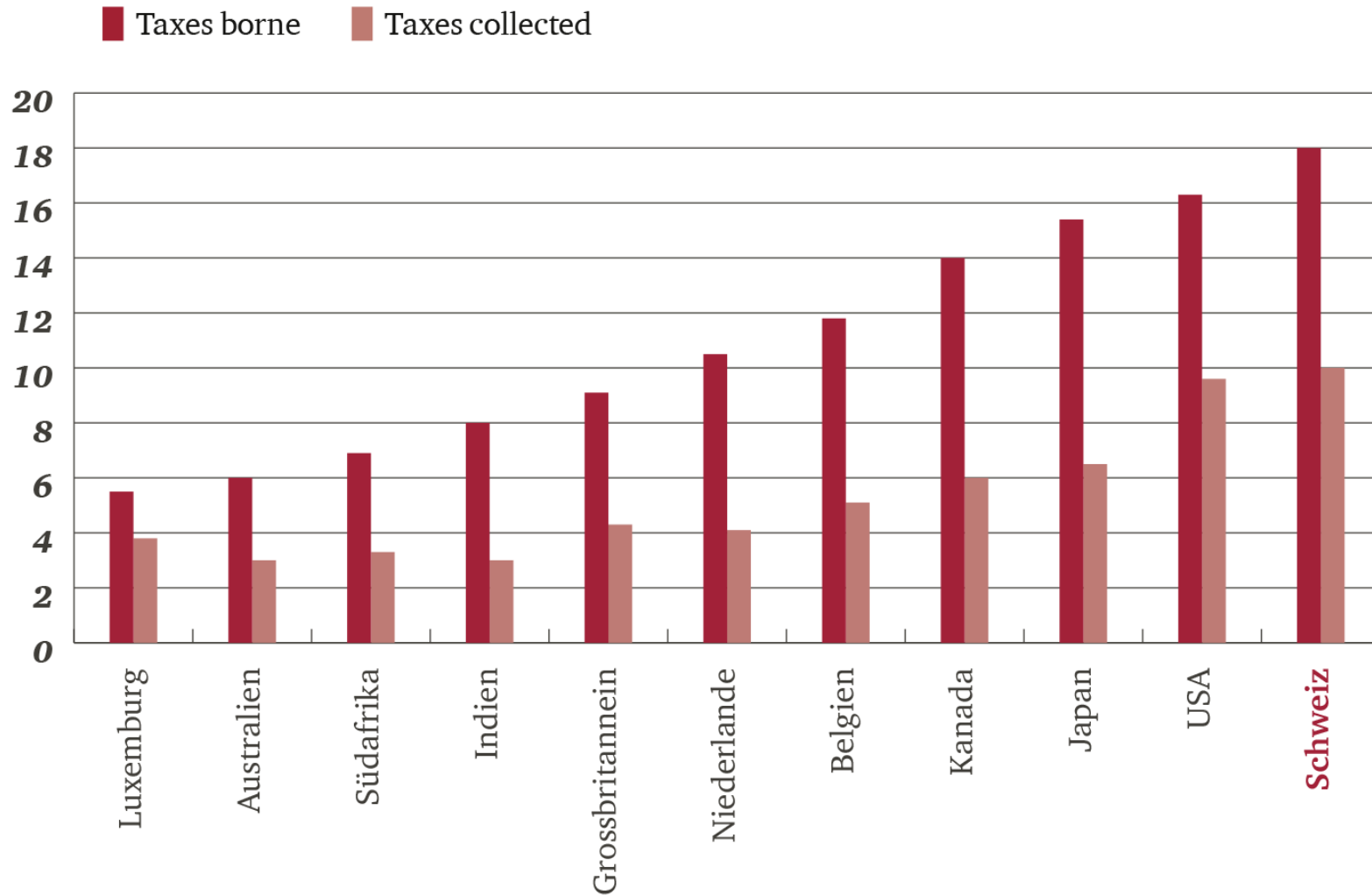


«Die Unternehmen ziehen für den Fiskus einen beachtlichen Teil der Steuern ein.»

Taxes collected 2011 im Verhältnis zu Taxes borne 2011



Anzahl der Steuerarten



8. Januar 2013: Präsentation TTC-Publikation

Schweizerische Unternehmensbesteuerung mit Reformbedarf

Urs Furrer

Leiter Finanz- und Steuerpolitik

Mitglied der Geschäftsleitung

Rahmenbedingungen pflegen, Steuersystem vereinfachen

- ▶ Grossunternehmen sind wichtige Stützen der Finanzierung des Staates
 - Rahmenbedingungen für Grossunternehmen pflegen
- ▶ Unternehmen tragen hohe Kosten und sämtliche Risiken beim Einziehen von Steuern und Abgaben für den Staat
 - Steuersystem vereinfachen
 - Gesetzesreformen
 - Praxis der Steuerverwaltung

Gewinnsteuerunabhängige Steuern und Abgaben wirken stabilisierend

- ▶ TTC-Studienteilnehmer
 - Finanzkrise zeigt Spuren bei Gewinnsteuern
 - Gewinnsteuerunabhängige Steuern und Abgaben wirken aber stabilisierend

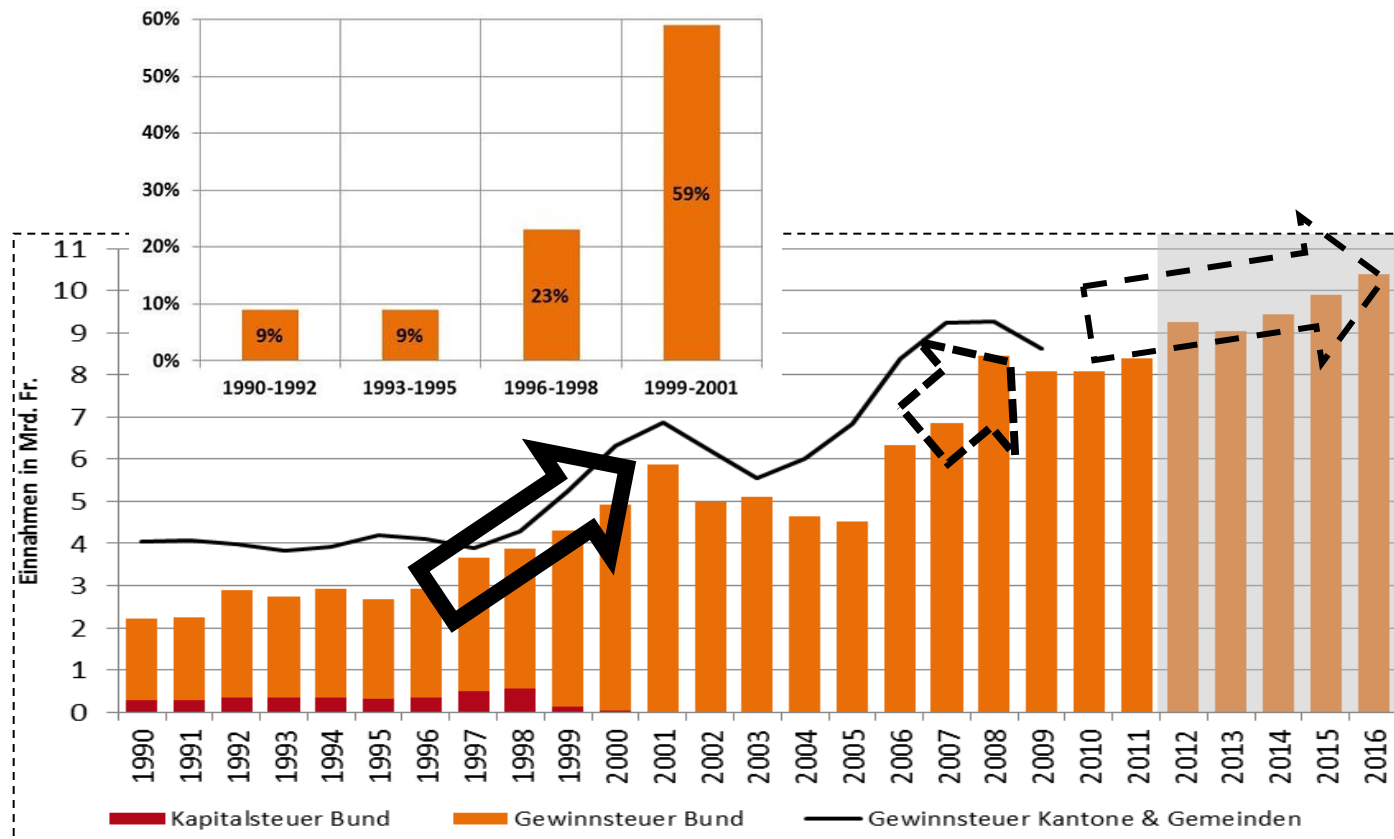
Trotz Krise: 2011 ist ein Spitzenjahrgang aus Sicht der Staatseinnahmen

- ▶ Gesamteinnahmen Staat 2011
 - Spitzenergebnis der Einnahmen von Bund, Kantonen, Gemeinden und Sozialversicherungen
- ▶ Entwicklung Gewinnsteuereinnahmen total auf Stufe Bund
 - 2007: CHF 6,9 Mrd.
 - 2011: CHF 8,4 Mrd.

Gewinnsteuer-Einnahmen steigen nach Unternehmenssteuerreform an

► Unternehmenssteuerreform I (1997)

Neuansiedlungen von Holdinggesellschaften in der Schweiz (1990-2001)



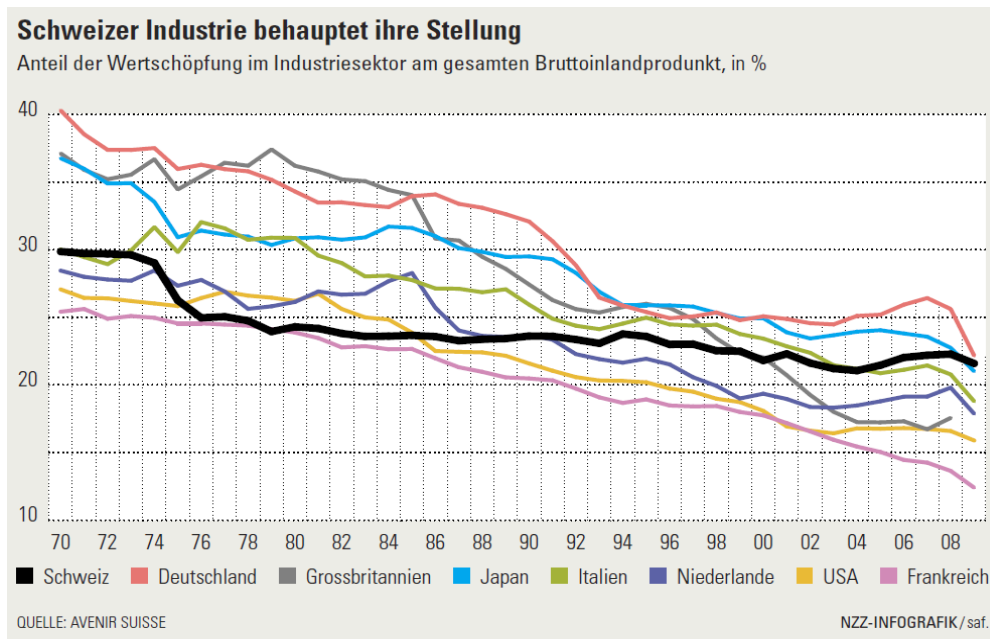
Gewinnsteuer-Einnahmen des Staats: Blick zurück und nach vorne (II)

► **Unternehmenssteuerreform II (2008)**

- Zuzug von Konzernen in die Schweiz bringt neben Kapitaleinlage-Reserven auch neues Gewinnsteuersubstrat und neue Arbeitsplätze
- Dynamische Effekte und resultierende Mehreinnahmen müssen berücksichtigt werden
- Eine Fokussierung alleine auf theoretisch berechnete «Mindereinnahmen» ist verzerrend

Vielfalt der Branchen wirkt stabilisierend auf Wirtschaft und Steuereinnahmen

- ▶ Kompensation der Schwierigkeiten des Finanzsektors durch andere Branchen (wie Pharma/Chemie, Uhrenindustrie)
- Verzicht auf Industriepolitik zahlt sich aus



So weit, so gut? Leider nein. Reformen sind notwendig.

- ▶ Schweizerische Unternehmensbesteuerung steht vor grossen Herausforderungen
 - Internationaler Steuerwettbewerb hält trotz Krise an
 - Kt. Regimes stehen politisch unter Druck («ring fencing»)
 - Sehr hohes Verlustpotenzial für Steuereinnahmen (v.a. jene des Bundes) und Arbeitsplätze
- **Unternehmenssteuerreform III ist kein «*nice to have*», sondern ein «*must have*»**

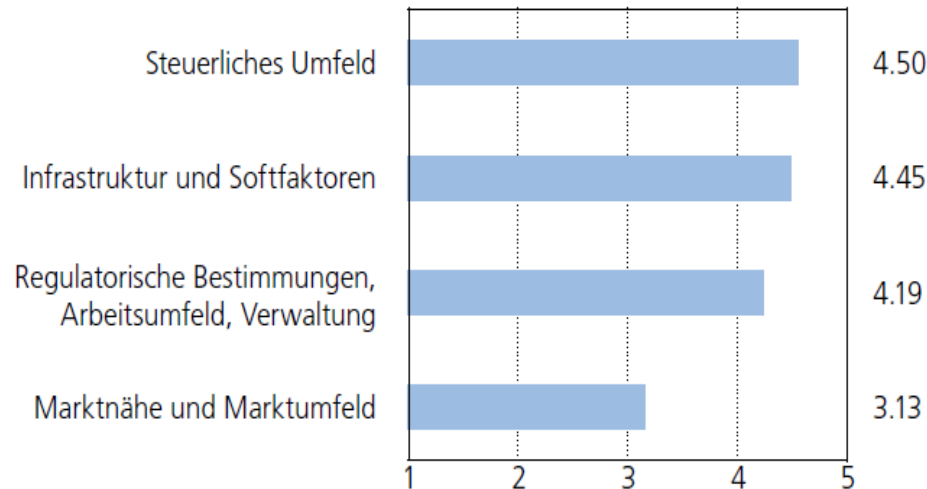
Standortvorteile der Schweiz: Verteidigen, erhalten und stärken

- ▶ **Nötig ist ein Mix von steuerlichen Massnahmen auf kantonaler Ebene und auf Bundesebene**
 - Schaffung neuer, international weniger angreifbarer präferenzieller Steuerregimes für die Besteuerung mobiler Erträge (Lizenz- und Zinsboxen sowie andere Massnahmen)
 - Senkung des Gewinnsteuersatzes
 - Lösung muss nicht für alle Kantone gleich aussehen, aber Beitrag des Bundes ist in jedem Fall nötig
 - Zusätzliche Massnahmen (z.B. Abschaffung der Emissionsabgabe auf Eigenkapital, Verbesserungen bei Konzernfinanzierung etc.)

Standortstärkende Steuerreformen sind Investitionen in die Schweiz

► Steuerumfeld als wichtiger Standortfaktor

Skala von 1–5: 1 = unwichtig, 5 = sehr wichtig



(Quelle: SwissHoldings 2009, 2012)

Fragen und Diskussion